n°5 2001 05

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LE DRAPEAU ROUGE

Nouvelle Série : MAI 2001 N° 5

Journal de l'Organisation pour le Regroupement des Communistes dans le Parti Communiste de France (O..R-.P.C .F)

EDITORIAL

JETER LES BASES DU PARTI DE TYPE NOUVEAU : LE PARTI COMMUNISTE DE FRANCE

Le parti de type nouveau, une nouvelle Internationale sont nés et se sont imposés dans la lutte contre la révision du marxisme, le révisionnisme de Berstein puis celui de Kautsky. C'est Lénine qui a dirigé cette lutte contre l'opportunisme.

Le parti de Lénine, tout comme la théorie de Marx se sont construits contre tous les courants bourgeois au sein du prolétariat.

De même Mao Zedong a du lutter pour faire triompher le marxisme dans un pays semi-colonial, dégager de nouveaux concepts : guerre populaire prolongée, encerclement des villes par les campagnes, communes populaires, révolution culturelle prolétarienne.

Le parti de Lénine a pu triompher grâce à sa politique intransigeante contre les fractions (partis dans le parti qui le divisait et dont l'unité de ce fait ne pouvait être faite que sur la base d'un consensus qui excluait toute politique révolutionnaire).

« L'abandon des principes communistes, l'opportunisme, la politique de collaboration des classes et le ralliement au nationalisme bourgeois livrent, par l'entremise des chefs socialistes de droite, la classe ouvrière à ses ennemis. Le combat contre l'impérialisme implique, en même temps que la lutte contre le grand capital, la dénonciation des ses agents au sein du mouvement ouvrier. C'est en se libérant de leur emprise que le prolétariat vaincra. Pour vaincre il faut regarder toujours en avant et non en arrière, fonder son action sur ce qui est progressif, sur ce qui représente l'avenir, sur ce qui grandit et se développe. » « Il n'y a pas de salut pour les travailleurs, pas de possibilité pour eux de profiter d'une situation révolutionnaire sans l'existence d'un parti révolutionnaire. Ce parti ne peut pas être édifié par des conciliateurs qui s'efforcent d'étouffer la lutte de classe, mais par les lutteurs intransigeants qui veulent la mener jusqu'au bout. » (Lénine)

Les socialistes de la II ème Internationale ont sombré dans les marécages de la collaboration parce que, du socialisme de Marx et d'Engels, ils n'avaient gardé que des formules vidées de leur contenu révolutionnaire.

Une longue période d'évolution relativement pacifique, une certaine stabilité des rapports sociaux, les succès des candidats ouvriers aux élections, les joutes parlementaires tendant à se substituer aux formes violentes de la lutte des classes, la prospérité économique permettant à la bourgeoisie d'abandonner des miettes de son festin aux travailleurs et de créer des couches privilégiées, la peur des changements brusques, quelques conquêtes sociales, limitées et précaires, avaient contribués à répandre dans le peuple les illusions réformistes. C'est dans ce contexte que se déclenche la 1ère guerre mondiale dans laquelle les socialistes se joignent à leur bourgeoisie et à leur impérialisme. Seul ou presque Lénine appelle à la guerre civile révolutionnaire et à la défaite de sa propre bourgeoisie, peu à peu dans chaque pays vont se détacher des éléments qui vont s'opposer à la guerre. C'est alors que qu'éclate la révolution en Russie et qu'en Octobre à la Révolution bourgeoise d'Avril succède la Révolution socialiste d'Octobre.

Va alors se poser la réorganisation de l'Internationale, puisque la IIème a sombré dans la collaboration de classes, le chauvinisme, a abandonné tous principes pour collaborer avec la bourgeoisie.

Face à cette trahison, il fallait après la guerre des partis de type nouveau.

Les traces de ce révisionnisme encore présentes lors de sa création le 29 Décembre 1920 à cause, des origines du nouveau Parti regroupant des oppositionnels du parti socialiste et du courant anarcho-syndicaliste. Cela va laisser des traces dans le Parti Communiste qui sera créé sur les bases de l'adhésion à la IIIème Internationale, les 21 conditions. Il était juste de créer un parti de type nouveau, et tout n'a pas été négatif dans l'histoire du P.C.F pas plus que dans les autres partis de la IIIème Internationale.

Editorial :

- Jeter les bases du Parti Communiste de France
- Des années 60 au NPC, la déroute du révisionnisme
- Du principe de précaution
- Attitude des maoïstes envers le mouvement syndical et populaire
- A propos des élections
- Népal : la guerre populaire se développe
- Appel du PCN (M) : Prendre le chemin de la guerre populaire
- Pérou : Pour la défense du Président Gonzalo
- Un Secours Rouge ! Pourquoi faire ?
- Du droit des colonies à s'émanciper - MARAT
- Le 1er ministre s-d turc, responsable du massacre des prisonniers politiques en Turquie.
- A bas la dictature de la bourgeoisie
- Du droit des colonies à s'émanciper
- La liquidation de la paysannerie laborieuse

Néanmoins le Parti Communiste sur le plan des principes a continuellement oscillé entre des positions justes et des positions de conciliation qui caractérise l'opportunisme de droite, parlementarisme comme forme de lutte principale, entente au sommet avec la social-démocratie dans le Front Populaire qui lui valu une critique sévère de la IIIème Internationale, vote des crédits de guerre malgré après l'interdiction du P.C.F, acceptation de la direction gaulliste dans la conduite de la lutte de libération nationale alors que les F.T.P dirigés par le P.C.F menait quasiment seuls la lutte armée, dissolution des unités de partisans et incorporation dans l'armée régulière, puis gouvernement d'Union nationale, application du programme du C.N.R qui produira certes des avancées sociales importantes mais qui en contrepartie redressera et consolidera le pouvoir de la bourgeoisie une fois que les ministres communistes auront remis la France au travail, la bataille du charbon et le célèbre « relever vos manches » de Thorez. Le P.C.F n'avait pas encore en théorie renoncé aux principes, à la Révolution. Dans la réalité il ne s'apprêtait pas à la prise du pouvoir mais renforçait ses positions opportunistes de passage pacifique au socialisme et la lutte parlementaire, mettant l'accent sur une nouvelle ligne de front populaire afin de conquérir le parlement en obtenant la majorité aux élections. Quand Khrouchtchev au niveau international appela à la coexistence pacifique avec l'impérialisme, la concurrence pacifique avec le système capitaliste et que fut adopté le passage pacifique au socialisme pour les partis qui n'étaient pas au pouvoir. Le P.C.F vit ses positions opportunistes confortées et jeta par-dessus bord le rôle de la violence dans l'histoire, la nécessité de renverser la bourgeoisie, de briser son appareil d'Etat et de lui substituer la dictature du prolétariat qui succède pendant toute la période de transition menant du capitalisme au socialisme à la dictature de la bourgeoisie.

Thorez et Togliatti se mirent en Occident à la tête de la lutte pour faire adopter ces thèses et combattre le Parti Communiste de Chine et les thèses de Mao Zedong sur la lutte contre l'impérialisme, pour la lutte de libération nationale et contre l'impérialisme dirigée par le parti communiste.

La plupart des partis communistes de la IIIème Internationale ont alors théorisé le passage pacifique au socialisme, en prônant l'unité avec les socialistes et les radicaux sur la base de programmes communs, qui n'aboutirent jamais. En Mai 1968, ces positions opportunistes les conduisirent à rechercher l'alliance électorale avec les socialistes et combattre la révolte certes confuse des étudiants, et de ne pas profiter des hésitations de la bourgeoisie pour tenter d'imposer un gouvernement révolutionnaire, d'autant plus que 10 millions de travailleurs étaient en grève et occupaient leurs usines. Si les conditions n'étaient pas mûres, ce n'est pas parce les masses n'étaient pas révolutionnaires, c'est parce que le P.C.F ne l'était plus. Ceci explique cela.

La politique du P.C.F sera alors de préconiser un programme commun, on verra même le P.C.F présenter un candidat aux élections présidentielles et mettre en avant le programme commun de gouvernement avec le Parti socialiste. Mitterrand mena alors une lutte acharnée pour réduire l'influence du P.C.F de manière à réduire sa part dans le futur gouvernement. Il parvint à son but, après l'avoir publiquement exprimé. Du côté du camp socialiste, le P.C.U.S entreprit des modifications du système économique en s'appuyant sur l'expérience hongroise.

Les révisions idéologiques, politiques préparaient les révisions économiques qui allaient conduirent à l'implosion programmée du système socialiste à travers un processus progressif durant lequel se forma et s'organisa la nouvelle bourgeoisie. La mise en route de la restauration eu pour effet de mécontenter les masses, de les faire douter puis s'opposer au Parti qui continuait en paroles à se promouvoir comme communiste, puisque celui s'opposait à elles, en s'accaparant une grande partie de ce qui aurait du constituer s'il n'y avait pas eu processus de restauration, ce que l'on appelait accumulation socialiste utilisée en partie pour satisfaire les besoins sociaux. La restauration du capitalisme n'est pas tombée du ciel en 1989, mais a été mise en route dès le début des années soixante. Jusqu'à la mort de Mao, la Chine populaire avait résisté à la poussée révisionniste en Chine même. Les révisionnistes chinois cachés dans l'ombre tentaient eux aussi de faire dévier l'idéologie au sein du parti et de l'Etat pour réaliser leurs propres transformations systémiques et restaurer le capitalisme. C'est pourquoi devant cette situation que fut déclenchée la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, première tentative d'ampleur pour nettoyer le parti et l'Etat en mobilisant les masses, ouvriers, paysans, étudiants et intellectuels révolutionnaires. Quoiqu'en disent les réactionnaires et les renégats révisionnistes et les réformistes de tous poils, cela a permis de retarder la restauration capitaliste d'une dizaine d'années en Chine. Aujourd'hui les révisionnistes dirigent ou participent au gouvernement bourgeois dans des coalitions dite de gauche comme en France ou même avec le parti royal comme au Népal où ils s'affublent du titre (m-l) et combattent les communistes (maoïstes).

Ces partis n'ont plus rien à voir avec le parti de type nouveau dont parlait Lénine.

Faut-il reconstituer, reconstruire les partis de la IIIème Internationale ou créer des partis de type nouveau adaptée à notre époque et à la lutte dans les pays développés?

Comme nous le disions dans le N° 1/2/3 du « Drapeau Rouge » nouvelle série. « Les partis de type nouveau ne peuvent pas être construit exactement sur le modèle défini par Lénine à son époque. Ils doivent être construits sur la base du maoïsme, 3ème étape du marxisme, adaptée à nos conditions spécifiques. Nous devons procéder à une analyse, tirer des leçons du passé et recueillir les aspects positifs de la pratique du l'ancien P.C.F.

Il s'ensuit que :

1) Pour nous le P.C.F a adopté les 21 conditions de l'Internationale, a été membre de la IIIème Internationale, a été constitué en tant que Parti Communiste. Nous devons recueillir son héritage, faire le tri entre ses, ses succès et ses échecs.
2) Nous devons prendre en compte la lutte contre le révisionnisme des années 60 du PCMLF et de la Gauche prolétarienne (organisations les plus significatives). Nous devons créer un parti à partir de l'expérience du mouvement communiste international et de France.
3) Dans une première phase nous appelons à l'établissement d'un comité de liaison des forces acceptant cette démarche ou d'un comité d'initiative pour la création du Parti Communiste de France sur la base de l'analyse ci-dessus comme base de regroupement .
4) Prenez contact pour, former vos comités pour la création du Parti Communiste de France !

LA DEROUTE DU REVISIONNISME MODERNE

Depuis les années soixante le P.C.F a repris la thèse du passage pacifique au socialisme qu'il avait depuis longtemps développé dans la pratique.
A l'actif du P.C.F, bien sûr il y a des réformes du système, non-négligeables. C'est le moins que l'on peut attendre d'un parti communiste et même d'un parti réformiste, social-démocrate. Les concessions sont d'ailleurs toujours obtenues sous la pression des masses, par la lutte.
Ainsi en 1936, l'occupation des usines a permis d'obtenir les congés payés, des hausses substantielles des salaires, mais le P.C.F, au nom de l'Unité antifasciste ne s'est pas contenté de l'alliance à la base et dans l'action avec le Parti Socialiste, mais a conclu une alliance au sommet et mettant en sommeil la lutte idéologique contre la social-démocratie au nom de l'Unité. Pas plus qu'il n'a éduqué les masses en lutte (occupations d'usine), pour former des conseils, pour établir un double pouvoir dans le pays, pour montrer que sans le pouvoir tout est illusion y compris dans la lutte conséquente contre le fascisme. En 1939, ce sont les alliés d'hier qui ont interdit le P.C.F et arrêtés ses membres. Le P.C.F ayant adopté une position de replis par rapport à la question du pouvoir, se trouva pris au piège du Front Populaire, oubliant les thèses de Lénine « l'Etat et la Révolution ». Pendant la guerre le P.C.F s'engagea dans la lutte de Résistance antifasciste mais là encore, il abandonna la direction de la lutte qui pourtant était entre ses mains. Contrairement au Parti Communiste de Chine ou d'Albanie, il ne conserva pas son indépendance de classe dans le front de libération nationale, oubliant les thèses de Lénine encore une fois et acceptant de se ranger sous la direction de la bourgeoisie antifasciste, le général de GAULLE, signant un programme d'Union Nationale pour l'après guerre. Certes le rapport des forces après la guerre a permis des réformes importantes, vote des femmes, la Sécurité Sociale, nationalisation des secteurs vitaux (capitalisme d'Etat), statut des fonctionnaires. Le P.C.F toujours englué dans sa conception parlementaire de la conquête du pouvoir, se figurait qu'il suffisait d'avoir des ministres communistes pour conquérir le pouvoir. Il avait pourtant expérimenté en 1939, la réaction brutale de la bourgeoisie. L'illusion était de croire que comme à l'Est on pourrait dans certaines conditions passer au socialisme de façon pacifique. C'était oublier que la présence des troupes soviétiques d'occupation facilitaient les choses pour les communistes locaux, l'impossibilité pour l'Etat bourgeois de les écraser. Malgré cette différence, le P.C.F rendit les armes et au nom de l'unité nationale appela à la dissolution des milices patriotiques pour se fondre dans l'armée régulière. Thorez appela à retrousser les manches et à produire. Après le départ de De Gaulle, il s'établit une coalition socialiste, MRP, PCF. Ce dernier se vit confier entre autre le ministère du travail, justement pour encadrer la classe ouvrière et la faire produire pour le système capitaliste, sous son impulsion fut adopté le statut de l'immigration faite pour la régulariser, pour garantir un minimum de droits d'un côté, de l'autre réglementer l'immigration. En matière coloniale le PCF avait appelé à la répression contre le mouvement national algérien en 1945 lors des évènements de Sétif, traitant ce mouvement d'hitlérien à l'inverse des positions correctes prises lors de la guerre du Rif dans les années 20 quand il avait une position révolutionnaire. Le PCF eu une attitude relativement correcte pendant la guerre de Corée, mais ses mots d'ordre dans cette affaire étaient de nature pacifiste, il n'appelait pas à la libération de la Corée mais à la paix. Les idées du passage pacifique revenaient sans arrêt. Ce qui explique qu'il sauta si l'on peut dire avec allégresse dans le char révisionniste de Khrouchtchev quand celui adopta son programme pacifiste (coexistence pacifique, développement pacifique du socialisme, passage pacifique au socialisme). Alors la position oscillatoire du PCF entre position révolutionnaire et position opportuniste se transforma en une position opportuniste, anti-marxiste déclarée.
Sur le plan de la lutte anti-impérialiste, malgré des mouvements tels le refus des rappelés (Henri Martin, emprisonné), le soutien direct de militants communistes au FLN (Yvetot fusillé), le PCF soutiendra la pacification impérialiste votant les pleins pouvoirs à Guy Mollet, et avançant comme mot d'ordre « Paix en Algérie« « Paix au Vietnam » en place de « FLN vaincra » qui sera le mot d'ordre des révolutionnaires. Le PCF s'opposera aux fascistes de l'OAS (les 7 morts de Charonne.)
Le PCF poursuivant sa politique de passage pacifiste dès 1965, soutiendra l'idée d'un programme commun avec les sociaux-démocrates, appuiera la candidature de Mitterrand. En 1968, il ne tentera pas de monter à l'assaut du ciel, malgré un mouvement gréviste sans précédent (10 millions). Des négociations quantitatives et qualitatives seront obtenues (accord de Grenelle), forte augmentation de salaires, droits syndicaux pour les immigrés (électeurs et élus). Le PCF poursuivra sa lutte purement économiste et parlementariste. La lutte révolutionnaire sera bradée . au profit du maintien des acquis de l'appareil révisionniste. Contrairement à ce qu'ont affirmé les révisionnistes ou les néo-révisionnistes (du PCOF) à leur 1er Congrès, la situation était révolutionnaire, ce qui ne l'était plus c'était la politique du P.C.F englué dans le crétinisme parlementaire et les thèses du passage

pacifiste au socialisme, la liquidation des principes (dictature du prolétariat, puis par la suite du marxisme-léninisme, nous ne parlons même pas du maoïsme), de la question centrale, celle de la prise du pouvoir etc..) Ce n'est pas parce que le mouvement révolutionnaire était dirigé par des gauchistes (à qui la faute). Comme on dit la nature a horreur du vide, et faute de direction communiste, le mouvement a été dirigé par des radicaux petits-bourgeois.

Poursuivons !

Dans sa logique parlementaire, le PCF, va continuer sa politique de programme commun, de socialisme aux couleurs de la France, d'eurocommunisme et autre politique déviationniste, toujours affublé du passage pacifique introuvable qui va après les premières restructurations du capital des années 70, amener la gauche au pouvoir, scellant la première alliance gouvernementale avec et derrière le PS. Après quelques réformes importantes (retraite à 60 ans, abolition de la peine de mort et d'autres mesures, quelques nationalisations indemnisées grassement) le gouvernement PS va peu de temps après passer à une politique de restructurations accélérées qui vont provoquer une montée jamais vue du chômage, de la misère, des sans droits de toute nature. Le PCF quittera le gouvernement pour se dédouaner et essayer de regagner son électorat. Mais en vain. Le retour de la droite et la poursuite des restructurations, de la construction capitaliste de l'Europe va inverser le balancier de l'alternance à gauche après que le président de droite eu dissous l'assemblée nationale. C'était une manœuvre pour passer le relais à la gauche, car le prolétariat s'était mobilisé en 1995. Il y avait eu un fort mouvement contre le plan Juppé, plan qui s'attaquait aux acquis sociaux (retraite, Sécu, statut des fonctionnaires etc..). Un gouvernement de gauche dite plurielle va succéder à un gouvernement de droite, cette gauche immédiatement ou presque va reprendre le plan Juppé, en accélérer son application sous d'autres formes. 4 ministres « communistes » (révisionnistes) vont être nommés. Immédiatement le plan Juppé va être remis sur le tapis sous d'autres formes par l'intermédiaire de la CFDT en tête et le MEDEF. La loi des 35 heures va être adoptée en contrepartie du démantèlement programmé du code du travail et des conventions collectives afin de se mettre en conformité avec les normes les moins avantageuses possibles voulues par les diverses commissions et accords des monopoles et des instances européennes, elles-mêmes liées aux instances internationales chargées de mettre le monde sous la coupe réglée des multinationales, des puissances impérialistes, Etats-Unis en tête et de leurs organisations internationales (OMC, FMI, ONU etc.) Le PCF va continuer à escamoter en théorie et en pratique les thèses sur la nature de l'Etat auquel il participe pleinement. Il va appliquer par l'intermédiaire de ses ministres et avec l'accord de ses dirigeants la même politique que la droite au point que la population mécontente et nombre d'électeurs du PC ne votent plus ou votent pour les gauchistes condamnés hier par le PCF. Il y a un vide à remplir, mais si l'on observe d'une part que les trotskistes sont divisés, qu'ils n'ont aucune réussite même temporaire dans la construction du socialisme, que leur tactique est aussi d'obtenir des élus. Alors ils gèrent comme leurs confrères au sein des conseils municipaux ou ils servent de caution d'extrême-gauche respectable dans le parlement européen capitaliste. C'est parce qu'ils ne remettent pas en cause fondamentalement le système, qu'ils y sont admis, car la bourgeoisie n'a rien à craindre de tels opposants qui ne remettent en cause son pouvoir, mais veulent simplement exercer le soit-disant « contrôle ouvrier ».

L'opposition au sein du PCF ne remet pas en cause non plus fondamentalement la politique du PCF depuis les années 60 et le long processus de liquidation totale comme l'ont pratiqué leurs homologues des pays de l'Est, de l'URSS et de la Chine, ces derniers en détruisant la dictature du prolétariat et lui substituant celle de la bourgeoisie et les conséquences que nous voyons aujourd'hui pour le prolétariat et les couches populaires de ces pays, pour le prolétariat international et les peuples des pays opprimés.

Mais malgré les liquidateurs, le mouvement communiste renaît. Cela a recommencé au Pérou, se poursuit au Népal où les communistes deviennent une menace sérieuse pour le pouvoir central, là-bas aussi les révisionnistes soutiennent la politique du parti au pouvoir contre les communistes. Le Parti Communiste d'Inde (guerre Populaire) est implanté dans 10 Etats de l'Inde. La lutte démarre au Bengladesh, se poursuit aux Philippines, en Turquie. En Europe, les forces se réorganisent peu à peu dans chaque pays pour mener la lutte contre l'Europe que les capitalistes tentent de construire pour eux-mêmes contre le prolétariat et les couches populaires.

En France l'heure est venue de réorganiser les forces sur la base des principes communistes, de l'expérience du mouvement communiste international et du notre.

Dans un premier temps nous appelons au regroupement des communistes dans un comité de liaison dont le travail consistera à diffuser les armes de la critique et la théorie, les informations au sein des mouvements, associations, syndicats dans lesquels militent ou participent les communistes.

Ce comité de liaison .sera chargé également de proposer une plate-forme programmatique claire et simple pour la constitution du PARTI COMMUNISTE DE FRANCE

Nous avons reçu un texte de réflexion intéressant du Journal GER MINAL, le texte étant long, nous n'avons pu le publier, nous le tenons à disposition contre 5 fr (en timbres), . photocopies et envoi

DU PRINCIPE DE PRECAUTION

Le principe de précaution est clair. Quand on n'est pas sûr de quelque chose, il faut prendre des précautions.
Ce problème de précaution débute à partir du moment qu'un problème de sécurité se pose.
1)le scandale du sang contaminé :
On s'est aperçu que les négligences ou pire une politique mercantile avait conduit les autorités compétentes en la matière (INTS et Ministère de la santé) à mettre sur le marché du sang non chauffé, qui contenait le virus du SIDA.
Bilan : des centaines de morts (hémophiles ou transfusés.) Ce qui aurait pu être évité si les mesures de prévention avaient été prises, puisqu'on connaissait le « contre-poison » - le chauffage du sang »
2) le problème de l'amiante
Il en est de même pour l'amiante, où il a fallu de multiples victimes pour que l'on se décide à « commencer » à désamianter, mais çà coûte cher, le désamiantage traîne.
3° Le problème du saturnisme
Le saturnisme continue à sévir faute de mettre le prix pour éliminer les tuyaux de plomb, rénover les peintures anciennes au plomb.
Les pollutions diverses ne sont pas vraiment combattues, même quand on connaît les solutions pour les diminuer, puis les éliminer.

Nombre de pollution sont réversibles dans l'état des connaissances scientifiques. D'autres ne le sont pas à brève échéance.

Le nucléaire
Le nucléaire dans l'immédiat pollue moins que les énergies primaires comme le charbon ou le pétrole, mais on ne sait pas éliminer correctement, complètement les déchets, qui sont souvent mal confinés. Quand ils le sont, on ne peut garantir l'avenir car la durée du plutonium, du strontium et d'autres éléments radioactifs sont estimés à des centaines de milliers ou des millions d'années.

AUJOURD'HUI , C'EST LA NOURRITURE

Il y a une dizaine d'années, nous avions lutter en tant que militants maoïstes contre le groupe SANDERS à travers une section syndicale CGT qui n'avait jamais pu être implantée sur le site principal de Juvisy (Essonne). La lutte était ciblée sur les salaires, sur les conditions de travail. Nous avions obtenu un succès puisque les salaires avaient été augmentés de 40% et les catégories de la grille salariale simplifiée, réduisant ainsi les écarts en les salaires les plus élevés et les plus faibles. Nous avions pu aider à la constitution de 7 autres sections syndicales sur les autres sites, en comptant sur nos propres forces, en faisant pendant les vacances le tour des usines du groupe.

Nous avions établi la liaison avec les paysans du Lot et Garonne et de Loire-Atlantique qui de leur côté menaient la lutte contre les contrats d'intégration. Ces contrats contraignaient les paysans à acheter les produits Sanders, les médicaments, les petits veaux qui ne leur étaient pas payés quand ils mouraient de maladie. Ils devaient moderniser leurs installations (batterie, stabulation) et s'endetter près du Crédit Agricole. Et se retrouvent ainsi ruinés ou éliminés.
A l'époque la lutte aussi bien celle des ouvriers des usines Sanders que celle des paysans intégrés était une lutte économique.
Il n'y avait pas prise de conscience de la nocivité des aliments proposés par Sanders, bien que nous ayons pu observer le stress des veaux de batterie, collés entre deux parois pour qu'ils bougent le moins possible pour ne pas perdre de poids. Ils étaient peu solides sur leurs pattes n'ayant pas d'exercice. Ils avaient les pattes arquées.
Le paysan nous expliquait qu'il n'avait pas le choix. Il fallait toujours produire plus pour ne pas être éliminé et au bout de quelques années, il ne restait que des dettes pour salaires.
C'est pourquoi le paysan n'est pas responsable de la pollution, de la mal-bouffe, nous sommes là-dessus d'accord avec José Bové.

La vache folle ou l'épidémie provoquée
On pourrait faire le parallèle avec le sang contaminé.
Quand on a su que les farines animales constituaient un danger, au lieu de tout arrêter, on a continuer à les vendre pour l'élevage des bovins avec la bénédiction des valets des multinationales de Bruxelles qui étaient au courant des dangers encourus, mais le business est le business.
Le doute existait que la contamination ne puisse franchir pas seulement la barrière des espèces entre la vache et l'homme mais avec d'autres espèces. Ce qui n'a pas empêché les autorités à maintenir l'alimentation des ovins, caprins, porcins, volailles, poissons d'élevage avec des farines animales. Farines administrées à des ruminants dont l'appareil digestif n'est pas prévu pour assimiler des aliments carnés.
On peut cultiver des légumineuses (pois potager, lupin, plantain etc..), qui contiennent des protéines végétales. Mais voilà l'OMC impose des quotas, décrète des interdictions pour le soja dédié aux USA principalement relayer par les hauts fonctionnaires grassement payés qui imposent les quotas et distribuent des aides pour mettre en jachères des bonnes terres, aides accordées si l'on ne fait pas d'innovations en plantant du soja pour échapper au diktat de l'OMC et de l'impérialisme.
L'OMC et la bande de Bruxelles obligent les producteurs à produire tel ou tel produit.
Il y a donc dépendance des éleveurs vis à vis des multinationales locales ou continentales pour les farines animales (encore pour les ovins, caprins, porcins et volailles), dépendance pour les semences,

blocage d'importer ou d'exporter des produits sous peine de pénalités ou de rétorsion suivant le droit international décidé par les multinationales de l'OMC
Le problème de la vache folle n'est pas résolue, mais d'autres espèces risquent d'être infectées. Les paysans risquent d'être ruinés et la santé des populations, menacée. On peut même penser qu'à l'instar des contrats d'intégration, ces mesures de l'OMC, de Bruxelles, c'est à dire les législateurs des multinationales, en l'espèce celles de l'agroalimentaire.

POURSUIVONS

Lancer dans la course au profit, les apprentis-sorciers de l'alimentation se lancent dans les expériences des professeurs Folamour, malgré l'avertissement de la vache folle qui montre que la frontière entre espèces n'est pas si cloisonnée que çà.

QUE SONT LES O.G.M ?

Ce sont des organismes génétiquement modifiés. Constatant que la barrière des espèces n'est pas si cloisonnée que çà,. nos apprentis sorciers constatant que dans chaque espèce, on peut trouver des gènes différents, ayant des qualités particulières. Ils ont décidé n'ont seulement de faire des recherches expérimentales, mais qui plus est des recherches appliquées. Malgré l'avertissement des farines animales et les différents exemples que nous avons mentionnés sans compter les autres. Ils poursuivent leur expérience.
Les maoïstes ne sont pas des passéistes. Ils sont pour les progrès de la science, mais pour nous tout dépend qui détient les leviers du pouvoir, dans quel objectif, pour quels besoins, pour quelles raisons etc..
Il n'y a pas de science neutre. La science dans une société donnée est au service de la classe dominante. Il ne peut y avoir de recherche indépendante au-dessus des classes. Les moyens qu'il faut mettre en œuvre pour la recherche fondamentale sont largement abandonnés. Ce sont les moyens pour la recherche appliquée qui prime aujourd'hui. Les projets sont définis pas seulement parce que des problèmes doivent être résolus, mais en voyant principalement le rapport marchand du projet. Ces projets sont avant tout soumis à une étude de marché, de faisabilité, de rentabilité. Les brevets sont déposés empêchant les plus nécessiteux à disposer de la découverte du nouveau produit (les tri-thérapies pour le SIDA ne sont pas fournies à l'Afrique parce que les africains ne peuvent payer)
Poursuivons !
Les OGN sont un risque à différents niveaux.
Dans l'état actuel des sciences, c'est jouer avec le feu que de vouloir mélanger les gènes. Que sur la base de l'expérimentation, pour soigner des maladies génétiques, on procède à des manipulations génétiques dans l'espèce. Cela est concevable. Les manipulations intervenant sur le caractère, sur l'intelligence, du comportement sont très dangereuses dans une société de classe où tout est basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, où une classe minoritaire impose sa dictature à la majorité, on voit où pourrait conduire ces dérives quand on sait la politique raciale et la médecine expérimentale qui a été pratiquée par Hitler, quand on sait que les fascistes raëliens (de Rael) possèdent un laboratoire de génie génétique, sans parler des rêves cachés de certains.
Ne parlons pas des OGM en matière culturale (plantes ou animaux), puisque les modifications sont exogènes, c'est à dire entre espèces différentes. Ceci est dangereux et peut conduire à des famines, car on ne sait pas à grande échelle comment va réagir l'environnement.
Ne vaudrait-il pas mieux un développement adapté, sinon un nouveau développement.
Serait-ce le renouveau des thèses de Mitchourine-Lyssenko décriées comme anti-scientifiques. Même si l'on se fait l'avocat du diable, on est obligé de revenir en partie sur ces thèses. C'est d'ailleurs ce que tentent les chercheurs patients, soucieux eux aussi de donner demain à manger à 10 milliards d'habitants. Ils étudient avec les paysans, des solutions que nous appellerons intermédiaires, qui réduiront la dépendance, pollueront moins parce plus résistantes aux maladies, donc demandant moins de traitement. La lutte biologique, l'utilisation de la bio-masse, de l'énergie solaire peuvent aussi réduire l'effet de serre, donc diminuer l'utilisation de l'eau, sans compter que le maximum de production sur place permettrait d'autres économies d'énergies, l'utilisation d'air comprimé en place d'énergies fossiles, combiné à l'énergie éolienne etc..
Tout est prêt au moins dans les tiroirs pour inverser le processus de pollution de l'environnement, de l'amélioration de la nourriture. Il ne manque que la volonté politique et le pouvoir.
Ces thèses sur l'adaptabilité des espèces et des croisements d'amélioration des plantes, leur adaptation à différents climats par bouturages, greffes ou choix de variétés précises, par sélection des plants les plus adaptés, par l'étude podologique. Bref le contraire de la manipulation génétique. Bien sûr la science à fait des progrès et la génétique n'est pas à rejeter, mais utilisée avec prudence.
Avant de jouer à l'apprenti sorcier, il faut épuiser les possibilités naturelles respectant l'environnement.
Comme nous l'avons vu pour la vache folle, la barrière des espèces est franchissable pour certains microbes, virus ou prions.
Il y a des progrès en génétique, mais l'étude du génome est encore incomplète, réserve des surprises, déjà le nombre de gènes prévus est passé de 100.000 à 30.000, et encore les laboratoires de séquençages se sont pas encore d'accord entre eux, pour autant que la manipulation soit dans l'espèce, le risque est limité. Quand elle concerne que les maladies génétiques,

c'est plutôt positif. Il faut être vigilant car des laboratoires fascistes ou dirigés par des sectes peuvent pratiquer d'autres types de manipulations..
Positif est l'imagerie médicale et la prospection et l'intervention chirurgicale non traumatisante grâce aux instruments de micro, de nano-chirurgie, encore faudrait-il que ces instruments soient développées en masses pour pratiquer cette micro et nano-chirurgie future pour les masses. Mais au moins dans ce domaine les progrès sont plutôt bénéfiques. Ce qui est loin d'être prouvé pour les OGM.
Les expériences sur le terrain sont peut-être possibles, mais sans une expérimentation prolongée en laboratoire et une dissémination prématurée, les dangers sont immenses allant jusqu'à des famines.
De toute façon, le problème ne doit pas être posé unilatéralement de cette façon. L'amélioration des espèces végétales et animales déjà très avancées, a produit en quantité, en poids, en taille, en aspect. Il n'empêche que la qualité, le goût, la conservation pour certaines espèces, la rusticité, l'adaptabilité sans intrants en masse n'est pas acquise, bien au contraire. D'autre part la bio-diversité garante de la pérennité est en cause. Heureusement que des agriculteurs prévoyants et soucieux de l'avenir commencent à préserver les espèces. Nous avons vu que les farines animales contre-nature pour les ruminants pouvaient être facilement remplacées par le lupin, que si celui-ci n'est pas cultivé, c'est à cause du chantage de l'OMC qui impose les quotas de soja américain que nous pourrions d'ailleurs produire nous-mêmes de surcroît et ainsi de suite pour tous les pays. D'autant plus qu'aujourd'hui nous connaissons grâce à la science et la pratique millénaire des paysans de mieux en mieux les espèces, nous savons les adapter dans les conditions optimum. Des centaines d'espèces ont été adaptées à nos climats (tomate, poivron, aubergine, abricot, melon, orange) apportant un choix variétal sans commune mesure avec le choix initial et nos espèces (poire, pomme, et..) ont été adaptées sous d'autres climats en Amérique, Afrique, Asie, Océanie.
Si nous suivons le raisonnement de José Bové dans ce qu'il a de juste, c'est que l'agriculture saine, non productiviste (c'est à dire non productrice de profit pour les multinationales) est possible dans un autre cadre anticapitaliste, qu'il est possible de développer une agriculture saine, moins polluante que pourraient maîtriser les paysans de tous pays.
C'est possible à condition de poser la question du pouvoir, de la conquête du pouvoir et de se donner les moyens de la résoudre, sachant qu'aussitôt même symboliquement, on démonte un Mac'Do, c'est le tribunal, la répression, la matraque. Alors pour prendre le pouvoir et imposer nos volontés, il faudra employer la force et être organiser pour vaincre.
En attendant cela ne veut pas dire que nous puissions, rien faire. On peut exiger que soit mis à disposition des paysans des machines agricoles en nombre suffisants qui ne les rendent pas dépendants économiquement. Dans ce sens des centres communaux de matériel pourraient être créés par l'Etat (ce serait déjà mieux que de distribuer des aides) et allégerait le paysan du stress qui l'étreint à chaque échéance à payer. D'autre part la terre devrait devenir un instrument de travail qui soit à disposition de celui qui la travaille, ce qui n'est pas le cas de la majorité des paysans dans le monde même en France. Il faut remettre en question le statut de la terre.
Les petits fermiers et même les petits propriétaires ou les paysans sans terre quand ils doivent ou peuvent acheter des terres se trouvent dans la même dépendance vis à vis des banques que quand ils doivent moderniser leurs installations ou acheter du nouveau matériel, des dettes pour salaires.
LA TERRE N'EST PAS UNE MARCHANDISE, ce mot d'ordre est juste comme objectif, mais aujourd'hui la réalité c'est que pour les capitalistes, les multinationales, la terre est une marchandise comme une autre.
Il est intolérable que les multinationales par l'intermédiaire de l'OMC, s'approprie les marchés, les débouchés, imposent quotas et spoliations, brevètent les espèces qu'ils volent aux autochnones, qu'ils modifient pour imposer l'achat de semences que l'acheteur ne peut réutiliser. Il est inadmissible qu'ils veulent imposer les OGM toujours dans cette optique de dépendance, sans compter les risques que nous avons évoqués, sans s'occuper si le brevetage ne ruine pas un pays. L'Etat indien a attaqué une multinationale et a gagné. Elle voulait faire breveter une espèce poussant en Inde et procurant médicaments et fortifiant, des subsistances et des ressources pour toute une région. Combien de pays qui vivaient de cultures vivrières et de céréales doivent aujourd'hui les acheter à cause du dumping sur les prix des multinationales et la politique des compradores.
C'est pourquoi doivent être interdit, de dépôt de brevet, de propriété industrielle pour tout ce qui touche le vivant.
Les expérimentations scientifiques et les produits dérivés produits par les multinationales ne doivent être mis sur le marché qu'avec l'approbation des paysans et des consommateurs quand ces produits apportent toute garantie.

EXIGEONS :

- L'interdiction de toutes farines animales
- L'interdiction de tous brevets sur le vivant
- L'interdiction des OGN, sans que des preuves d'innocuité n'aurons pas été fournies.
- La terre à ceux qui la travaillent
- Le droit de choisir les espèces les mieux adaptées
- La création de stations agricoles ici et ailleurs

ATTITUDE DES MAOISTES ENVERS LE MOUVEMENT SYNDICAL ET POPULAIRE

DEUX ATTITUDES OPPOSEES :

1) L'attitude sectaire :

Cette attitude a prévalu et prévaut encore dans notre mouvement, classant les mouvements démocratiques, progressistes, de petit-bourgeois.
Ce qui ne fait pas avancer le mouvement progressiste d'un pouce, ni le mouvement maoïste.

2) L'attitude « le mouvement est tout »

Les tenants de cette attitude, attendant tout ou presque du mouvement de masses. Ils partent de l'idée qu'en accumulant les forces des différents mouvements dits ou non dits de la société civile, on pourrait « tous ensemble » imposer nos points de vue et même pour les plus optimistes, renverser la situation, voire le système.
Cette position ne tient pas compte que certaines personnes ne veulent s'engager que sur des luttes spécifiques, ne veulent pas d'un changement total. Nombre de personnes pensent que si chacun appuie la lutte de l'autre et réciproquement, ce qui l'idéal et non la réalité, alors on pourrait avancer.

QUELLE DOIT ETRE L'ATTITUDE JUSTE VIS A VIS DE CES DEUX DEFAUTS ?

1) Les maoïstes pensent que ce sont « *les masses qui font l'histoire.* ».

Aujourd'hui les masses intéressées par un réel changement comprennent outre le prolétariat (actif ou au chômage), la petite bourgeoisie salariée. Une masse de plus en plus importante travaillent à temps partiel, en intérim forcé, font des petits etc..), des petits et moyens paysans, commerçants, artisans menacés par les multinationales.
Constatant cela, il nous faut prendre comme axe, la lutte générale du prolétariat pour l'émancipation de l'humanité et rallier autour de lui, les différentes couches du peuple.
Comment ?
La réponse est simple. Il faut soutenir les différentes luttes du peuple dans ses aspects justes. Nous devons montrer ce que les maoïstes doivent apporter *en plus.* Critiquer les positions fausses, pour faire avancer, réfléchir le mouvement.
Prenons un exemple concret !
Pendant la grève contre l'augmentation du prix du fuel, il y a eu plusieurs attitudes unilatérales.

1) Celle de la CGT-transport, juste et fausse en même temps.

Le point de vue positif était le constat que si les patrons râlaient sur l'augmentation du fuel, et qu'ils ne respectent pas leurs engagements vis à vis de leurs ouvriers. C'est donc une grève des patrons et on ne soutien pas cette grève.
Ils ne faisaient pas différence entre d'un côté ceux ne possédant qu'un camion, qui n'employaient que deux ou trois chauffeurs, les patrons moyens, les artisans taxis, les locataires-taxis (considérés aujourd'hui comme salariés grâce à la CGT), les petits paysans et enfin la masse des salariés utilisant leur véhicule indispensable et les multinationales de la route.
Il fallait donc réaliser l'Unité la plus large possible en tenant compte des différentes contradictions.
L'axe étant la lutte contre l'augmentation du prix du fuel en exigeant la limitation du bénéfice des compagnies pétrolières et la baisse des taxes sur les carburants et réouverture des négociations avec le patronat des transports.
La lutte contre le gouvernement et les pétroliers ayant dans ce cas un caractère de lutte contre les multinationales et donc contre le capital financier.
Nous aurions pu utiliser les contradictions au sein du camp adverse et aurions uni, autour du prolétariat, les autres couches du peuple,
L'autre position est de dire « Appuyons la lutte des camionneurs parce qu'ils ont raison de lutter contre la hausse du gas-oil ». C'est la thèse du mouvement est tout, tout ce qui bouge est rouge. C'est un soutien sans principe. C'est mettre tout sur le même plan.
Ces deux positions étaient unilatérales.
Le résultat c'est que les patrons des diverses catégories ont obtenu quelques baisses, pas les salariés.
On a pu voir dans cette grève, le MEDEF attaquer les barrages des routiers, les petits patrons, car le MEDEF avait peur d'une lutte plus large contre les multinationales (du pétrole) et il est venu au secours de celles-ci et de l'économie capitaliste en partie paralysée.

CONCLUSION :

Dans tout mouvement, nous devons nous saisir des revendications justes, les mettre en avant et en même temps critiquer les idées fausses pour faire réfléchir sur nos remarques et critiques.
De même nous devons écouter les critique des masses, s'appuyer sur leurs idées justes pour nous même avancer. Nous devons descendre de notre cheval, nous mettre à la portée de chacun. Nous devons corriger notre style de travail

FAUT-IL ETRE DANS LES MOUVEMENTS PROGRESSISTES ET DEMOCRATIQUES ?
FAUT-IL CREER NOS PROPRES ORGANISATIONS DE MASSES ?

Comme nous n'arrêtons pas de le répéter aux organisations se réclamant se réclamant du marxisme-léninisme-maoïsme.
Il suffirait d'établir un comité de liaison, de s'unir sur quelques idées justes, pour faire faire un bond au maoïsme, c'est à dire faire avancer la Révolution. Nous avons lancé à travers, 2 brochures et plusieurs articles un appel à la création de ce comité de liaison minimum pour l'instant sans résultat, car les positions erronées que nous avons vu sont la source de la division. D'un

côté le repli sectaire sur soi, de l'autre la dispersion dans le mouvement de masse. Telles sont pour simplifier les divergences que nous avons avec les autres organisations. Mais pour nous, le comité de liaison serait déjà un pas pour l'examen et la résolution des divergences, par une plate-forme programmatique minimum.

Pour nous maoïstes, nous devons avoir une double démarche. A chaque fois que cela est possible, nous devons créer nos propres organisations démocratiques, mais il faut aussi se rendre à l'évidence, sans un parti suffisamment puissant les masses ne peuvent être organisées par des organisations générées par le Parti, ce qui ne veut pas dire que nous ne pouvons construire des embryons.

Il nous faut donc dans une première phase être là où sont les masses, être présents à chaque fois que l'on peut dans les manifestations, mouvements, soutien etc.. en y apportant toujours notre point de vue et en écoutant pour faire connaître les revendications justes, donner des explications sur notre analyse, être modeste sans pour autant taire nos critiques, écouter les observations par rapport à ces critiques pour améliorer notre style de travail.

DEUX ATTITUDES OPPOSEES VIS A VIS DES SYNDICATS ET DES ORGANISATIONS DE MASSES

DANS LES SYNDICATS :

1) L'attitude dogmatique :

- Les syndicats sont sous la direction des partis révisionnistes et sociaux-démocrates.
- Les syndicats ne représentent que 10% des salariés. La masse n'est pas syndiquée.
- Ceux qui restent dans les syndicats sont révisionnistes, sociaux-démocrates, réformistes.
  - 1er argument : C'est un constat, ceci a deux sources, la faiblesse quand ce n'est pas l'absence totale de maoïstes et de politique maoïste dans les syndicats, faute de comité de liaison des maoïstes et un plan commun d'intervention dans le mouvement ouvrier et syndical.
  - 2ème argument : C'est une position mécaniste. Pourquoi ? Parce qu'aussitôt qu'un problème se pose, se crée un syndicat. On va voir le syndicat pour (une défense juridique, savoir ce qui se passe au C.E, ou en créer un pour avoir des informations, un appui organisationnel etc..). D'ailleurs les 10% d'adhésions ne reflètent pas l'influence réelle des syndicats qui obtiennent dans les grandes entreprises jusqu'à 70% lors des élections. Dans les petites et moyennes entreprises du privé, la peur du chômage et la répression anti-syndicale empêche la création de sections syndicales.
  - Le 3ème argument n'est pas valable non plus. Il va de soi que vu la faiblesse organisationnelle (en nombre) des maoïstes, même s'il ont raison sur le fond, sur le fait que les syndicats sont dominés et dirigés par le révisionnisme, la social-démocratie et l'opportunisme. Constater que la masse n'est pas syndiquée comme nous l'avons vu ne réduit pas l'influence des révisionnistes etc. au sein des syndicats, puisque la question de la direction, du parti et de son influence est la question centrale. Il en est de même au sein des organisations de masses existantes.

2) l'attitude « le mouvement est tout »

C'est la prolongation de la vieille ligne anarcho-syndicaliste, le mouvement est tout, le parti n'est rien ou est secondaire. Il subordonne la création du parti, au développement du mouvement de masse, aux luttes en soi qui pourraient créer une dynamique, un tous ensemble, la grève générale comme moyen miracle pour faire plier la bourgeoisie, paralyser le système par le seul « étouffement » économique, sans s'occuper de détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie par la seule voie possible, le renversement par la violence.

Il est évident que sans une tactique révolutionnaire, un plan programmé de prise du pouvoir, un travail de propagande, d'agitation, de luttes légales et illégales pour prendre le pouvoir puis instaurer la dictature de la majorité, la dictature du prolétariat, aucun changement n'est possible. SANS LE POUVOIR TOUT EST ILLUSION. C'est pourquoi un parti d'avant-garde, de type nouveau est nécessaire. L'électoralisme est une voie de garage, une illusion pacifiste d'abandon de la lutte véritable. La lutte sans objectif, sans théorie révolutionnaire, sans force organisée, sans programme, sans objectif est vouée à l'échec. Sans direction révolutionnaire le mouvement est récupéré par les partis de gouvernement qui gèrent les affaires de la bourgeoisie, ils contrôlent les syndicats, les associations et freinent ou cassent le mouvement, ou le laisser aller à la dérive, car le mouvement sans direction n'est rien, tout comme le parti sans mouvement d'ailleurs. C'est la jonction du parti et du mouvement populaire qui permettra aux masses de s'organiser, de se dégager de l'emprise des révisionnistes et des sociaux-démocrates, de s'arracher à leur influence et de s'engager sur la voie révolutionnaire.

Des camarades ouvriers viennent de créer - PERSPECTIVES OUVRIERES – journal de réflexion, d'information sur les luttes, de formation, pour le rassemblement de la classe ouvrière, du prolétariat et des autres couches inférieures et moyennes du salariat dans les entreprises afin d'être mieux armés contre le patronat, l'Etat et l'opportunisme dans le mouvement ouvrier.

Correspondance provisoire :
M. Raymond Fleureau – Poste Restante – Paris Gare de l'Est - 158 rue du Fg. St. Martin 75010 PARIS

A PROPOS DES ELECTIONS

Les élections au suffrage universel sont elles un progrès ou une façon de faire approuver le système.
L'histoire de l'humanité, hormis la période du communisme primitif, a été celle de la lutte de classes. Dans les différentes sociétés de classes, toute élection est faite dans le cadre de cette société là, et les représentants qui seront élus le seront pour la faire fonctionner au mieux pour la classe dirigeante.

LA PERIODE DU COMMUNISME PRIMITIF

Durant cette période, les « élus » l'étaient à partir de qualités particulières, ainsi le meilleur chasseur organisait la chasse, lors des guerres tribales, un chef était choisi. Sitôt la guerre finie, il redevenait un homme ordinaire.

A L'EPOQUE ESCLAVAGISTE

Seule une partie de la population avait le droit d'élire et d'être élue. C'est ainsi que dans la démocratie athénienne, les esclaves et les métèques n'avaient aucun droit, et parmi les citoyens athéniens les classes et couches supérieures avaient plus de droits, entre autre celui de porter des armes en tant qu'officier, de diriger, d'être élu.

A L'EPOQUE FEODALE

L'essentiel du pouvoir était entre les mains de la noblesse et du clergé dont les charges étaient distribuées par le roi ou attribués en héritage.
Les marchands (bourgeois) auront leurs représentants (prévôt) dans les villes. Dans les campagnes seule la noblesse et le clergé (fief et couvent) avaient le monopole de la terre. Les nobles (féodaux) auront le droit de lever une armée pour protéger leurs fiefs et répondre à l'appel du suzerain.
Le port de l'épée sera interdit aux paysans et aux bourgeois.

A L'EPOQUE DE LA BOURGEOISIE

Le développement de la bourgeoisie va bouleverser le mode de production. Toutes les barrières cloisonnant l'industrie, l'artisanat, le commerce vont sautées, pendant qu'à la campagne où le servage avait déjà été aboli pour le métayage ou le fermage, la propriété foncière va être redistribuée par acquisition de la terre.
Le suffrage universel va être généralisé, mais pas étendu aux femmes qui devront attendre en France la fin de la deuxième guerre mondiale pour avoir droit au vote.
Le système bourgeois le plus démocratique ne l'est pas en réalité.
Certes sur le fronton des mairies est écrit « Liberté, Egalité, Fraternité »
Qu'en-est-il ?
La liberté tout comme la fraternité et l'égalité est limitée afin de maintenir le système en place, système basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, l'extorsion de la plus-value sur le dos de celui qui ne possède aucun moyen de production.
La liberté de ce dernier est forcément limitée. Il n'y a pas dans ce cadre d'égalité, ni de fraternité, c'est la lutte pour la vie, pour l'emploi etc.
Les élections qui paraissent démocratiques parce que tout le monde a le droit de s'exprimer (démocratie parlementaire) élie un parlement dans le cadre du système, c'est à dire chargé de faire fonctionner l'économie au profit de la minorité possédant les moyens de production. C'est cette minorité qui fait la loi du marché

REFORMISTES ET REVOLUTIONNAIRES

Les réformistes prétendent qu'avec plus de démocratie, plus de représentation des partis démocratiques, etc.. Nous pourrons accéder à une société plus juste, dépasser le capitalisme (Hue)
Mais l'Etat n'est pas seulement constitué d'un Parlement. Il y a aussi tout un appareil pour maintenir l'ordre (armée, police, justice) et tout un appareil administratif etc..
La classe dirigeante a besoin de la paix sociale, c'est à dire un état de guerre permanent entre la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat et les autres classes et couches populaires, c'est une guerre larvée, une guerre de faible intensité, qui se réduit souvent à de simples escarmouches et luttes plus amples, c'est la guerre de classes.
Quand le pouvoir est menacé dans ses fondements, la classe dominante jette son masque démagogique, envoie ses troupe et mate la rébellion, rétablissant l'ordre, c'est à dire jusqu'à tirer et massacrer la population.
Dans le pire des cas, c'est la dictature ouverte, le fascisme extrême qui détruit toutes les organisations démocratiques et lui substitue les organisations fascistes uniques auxquels chacun doit se soumettre.

LES ELECTIONS EN REGIME CAPITALISTE

Chacun des candidats présentent son programme. Ils ne diffèrent pas ou peu. En fait ce n'est pas pour faire une politique partant des besoins des masses mais pour faire une politique basée sur le profit pour les actionnaires.
Les partis réformistes en régime capitaliste est de réformer, même quand ils disent vouloir une véritable changement, dépasser le capitalisme etc..
Aujourd'hui les restructurations se poursuivent à l'échelle mondiale, renforcent les monopoles.
Pour les réformistes, il faut en tenir compte et donc faire tourner la machine. Quelle machine ? Celle du capitalisme ! Ils saupoudrent de réformes, distribuent des allocations pour éviter l'explosion qui mettrait en péril le système.

LA DIFFERENCE ENTRE LA DROITE ET LA GAUCHE

La différence n'est pas de fond, entre la gauche et la droite, mais sur la question des réformes. La droite représente l'aile conservatrice de la bourgeoisie qui veut la démocratie la plus large et que cela lui coûte le moins possible. La droite représente l'aile conservatrice de la bourgeoisie, qui veut bien la démocratie bourgeoise à condition que cela ne coûte rien ou très peu

La gauche représente l'aile éclairée de la bourgeoisie qui sait que si la bourgeoisie ne fait pas de réformes, son pouvoir va être remis en cause, a plus peur de la révolution que de la bourgeoisie. La gauche comme son budget est limité, doit pour calmer les différentes couches de la population et les couches moyennes, poursuivre les restructurations pour satisfaire la bourgeoisie, abaisser le coût du travail, réduire le chômage par des mesures artificielles (allocations diverses), c'est à dire redistribuer des miettes, après avoir accepter, la réduction des salaires, les suppressions d'emploi, assumer tous les maux du capitalisme.

Le problème pour la bourgeoisie, c'est de gouverner. Plus de démocratie elle n'est pas contre si la machine tourne et que çà coûte pas cher. La gauche aujourd'hui a fait la preuve qu'elle est capable de faire les restructurations suivant les plans des multinationales, de la grande bourgeoisie, à moindre coût, mieux en amenant le taux de profit qu'entend tirer la bourgeoisie à un niveau plus élevé, tout en maintenant la paix sociale.

La bourgeoisie est pour plus de participation, elle se lamente que les syndicats ne soient pas assez représentatifs car une partie de plus en plus importante de la population ne veut pas participer, se désintéresse des élections.

Si cela s'amplifie alors la paix sociale qui permet à la bourgeoisie de faire de bonnes affaires, peut se transformer en guerre ouverte. C'est pourquoi la bourgeoisie a besoin d'un étouffoir des luttes. La gauche au pouvoir remplie cette fonction à la perfection.

Marx parlant des élections en régime disait que l'on délègue son pouvoir à des élus qui pendant 4 ans vont gérer les affaires de la bourgeoisie. Rien n'a changé !

C'EST LE SYSTEME QUI DOIT CHANGER

Sommes-nous contre les élections en général ?

Non ! Aujourd'hui le pouvoir est entre les mains de la bourgeoisie, il n'y a pas de danger imminent du fascisme, la droite est divisée, la gauche gère mieux les affaires de la bourgeoisie que la droite.

Comme chacun le dit « La gauche fait la politique de la droite »

Qu'allons-nous faire ! Nous ne votons pas. Nous boycottons ces élections qui ne mènent à rien.

Le mécontentement grandi, quand le parti grandira, alors nous pourrons utiliser la tribune pour dénoncer le système et montrer la voie de la Révolution, tout en défendant pied à pied les revendications populaires sans faire croire que nous pourrons prendre le pouvoir par les élections ou en participant au gouvernement.

Dans notre programme, nous devons sans cesse répéter qu'il n'y a qu'une solution, c'est la Révolution.

Nous devons expliquer que le régime ne tombera pas tout seul, qu'il nous faudra le renverser et imposer un nouveau mode de production par la contrainte de l'appareil d'Etat qui sera alors l'Etat de dictature du prolétariat.

BREVE ANALYSE SUR LES ELECTIONS MUNICIPALES

Le première remarque générale, c'est le taux élevé d'abstentions, de 30 à plus de 50%, auxquels il faut ajouter 5% de suffrages non-exprimés. C'est considérable. Les gens ne sont pas des imbéciles. L'abstention est un désaveu de la politique de la droite et de la gauche, un dégoût du crétinisme parlementaire. La gauche trotskiste est chargée de ramener vers les urnes ceux qui pensent qu'il n'y a rien à attendre de la gauche ni du système. Il s'agit de pousser à gauche, mais pas de renverser le système par la seule voie possible la révolution, il s'agit de récupérer l'électorat qui rejette la politique révisionniste et social-démocrate du P.«c».F. Quant au fascistes du Front National et du MNR, ils sont toujours en réserve car la bourgeoisie n'a pas besoin dans l'immédiat de leurs solutions extrêmes qui est la dernière solution pour la bourgeoisie. La division des fascistes porte sur la tactique. Le Pen développe au sein de l'extrême droite une politique sectaire alors que Megret qui sur le fond a les mêmes positions, développe la politique d'élargissement aux fascistes dissimulés dans les partis de droite ou les politiciens opportunistes du genre Million (un Baldur Von Schirac). Il faut donc rester vigilant..

Pour résumer : Les abstentionnistes et suffrages non exprimés représentent 40% de l'électorat sans compter les non-inscrits 5%
La droite, la gauche plurielle, respectivement 22,5% de l'électorat, l'extrême gauche et l'extrême droite 5% chacune.

AU 2ème tour la droite gagne quelques grandes villes en province, d'autres sont gagnés par le P.S. La droite perd Paris après la lutte fratricide Séguin –Tibéri. Ce qui est par contre significatif c'est l'abstention qui persiste en particulier à Paris, ce qui a une double signification, la droite et la gauche avait fait le plein (la gauche et la droite sont donc élues chacune par 25% des parisiens), la majorité est en fait abstentionniste. D'autre part les révisionnistes reculent partout au profit des verts ou du PS, particulièrement dans les quartiers populaires, ce qui montre que les couches populaires rejettent la politique révisionniste, prennent conscience de la trahison de la gauche plurielle et particulièrement du PC dont les dirigeants sont des marionnettes de la bourgeoisie. Les résultats du MNR et les propos de Mégret, le déclin du FN, doit aiguiser la vigilance des anti-fascistes.

Le désintérêt croissant des électeurs a un double aspect, la prise de conscience de la vacuité de telles élections, le rejet des partis de gauche comme de droite. La liquidation programmé du PC, le manque de cohérence des trotskistes, leur opportunisme électoral et la réorganisation de l'extrême-droite, posent la question de la réorganisation du prolétariat dans le Parti Communiste qu'il est urgent de créer.

Le rôle des communistes, c'est de développer une propagande révolutionnaire, établir la liaison entre les révolutionnaires, établir une plate-forme programmatique minimale et appeler les prolétaires radicaux à renforcer le mouvement d'avant-garde. En avant pour la création du Parti Communiste de France. Tout pour le Parti !

NEPAL
LA GUERRE POPULAIRE SE DEVELOPPE

La guerre populaire a commencé il y a 5 ans au Népal, c'est la deuxième guerre populaire importante dirigée par un parti maoïste après la 1ère commencée en 1980 par le Parti Communiste du Pérou. D'autres guerres populaires se déroulent en Turquie dirigée par le Parti Communiste de Turquie (ML), en Inde (voir déclaration commune du Parti Communiste du Népal (Maoïste) et du Parti Communiste de l'Inde (Guerre Populaire) (journal Drapeau Rouge N° 4), aux Philippines (Nouvelle Armée du Peuple), et dans plusieurs pays s'édifient des partis maoïstes (Bengladesh, Italie.) Celle du Népal aujourd'hui qui se développe le plus rapidement.

Dans ce numéro nous publions :

1) L'appel lancé le 13 février 1996, par le Parti Communiste du Népal (Maoïste)
2) Des extraits de la presse légale népalaise pour donner une idée du développement de cette guerre populaire.

QUELQUES EXTRAITS DE LA PRESSE NEPALAISE RELATANT DIVERSES ACTIONS ARMEES DIRIGEES PAR LE PARTI COMMUNISTE DU NEPAL (MAOISTE) PENDANT LE MOIS DE FEVRIER 2001.

Le 4 février, le corps d'un policier a été retrouvé mort dans un champ, les maoïstes sont suspectés d'avoir tendu une embuscade à un groupe d'officiels comprenant le Magistrat principal. Ils ont lancé des cocktails Molotov devant le véhicule « Quand nous avons voulu riposter, ils nous ont tirés dessus et lancer des grenades. Selon la police les « rebelles » ont saisi trois ou quatre fusils et des munitions, 4 policiers ont été blessés, 4 autres ont été tués dès le début.. Cette attaque a eu lieu, quelques jours après la visite du Premier Ministre et du Ministre de l'Intérieur dans les districts de Kalikot, de Jajarkot et de Surkhet les plus touchés par 5 ans de guerre populaire.

Le 10 février, Les maoïstes ont tendu une embuscade à une jeep transportant 14 personnes dont 11 policiers, les 3 autres étant, le chauffeur, un expert en explosifs pour le projet d'indrawati Hydel et un officiel chinois représentant les contractants chinois. Tous ont été blessés. 7 policiers, le chauffeur et le spécialiste en explosifs sont soignés à Katmandu, le Chinois dans le camp chinois près du site projeté.

Le 12 février, a désamorcé un certain nombre de bombes dans des villages près de Manma, chef-lieu du district. Dans tous ces districts les maoïstes sont présents, ils ont distribué des tracts et collé des affiches appelant à célébrer les 5 ans de guerre populaire ; A Gularia, ils ont organisé ouvertement des rassemblements de masses. Dans les districts de Rukum et de Dang, les maoïstes ont défilé à la lumière des torches, à Jamara ils ont abattu des bœufs et des chèvres et ont organisé une fête. A Syangja, ils ont organisé un meeting de masses durant 3 heures. Ils ont fait exploser des bombes dans la cour du Bureau de l'Administration de Myagdi et au marché de Sindhuli, il n'y a pas eu de blessés. Des fusillades et des explosions ont été signalées sur les collines des districts de Sindhupalchok et Dolakha. Dans la zone de Kavre's Nala il y a eu une réunion. Le trafic a été interrompu sur les routes principales reliant Kathmandu-Charikot-Jiri et Jiri-Manthali.

Le 13 février, les maoïstes ont poursuivi leurs violentes actions dans différentes parties du pays. A au poste de police de Bahrabise, les maoïstes ont volé des uniformes, et brûlé tous les documents et battus les policiers. Ils n'ont aucune blessure sérieuse.

Le 20 février, un groupe de maoïstes armés ont abattu une relation du Premier ministre à Ratipur et en ont battu 5 autres et ont dérobé 2 fusils et un pistolet. Dans une lettre envoyée au bureau du VDC, les maoïstes disent que les Singhs (les blessés) étaient accusés d'avoir torturés les Kaymaiyas et la population locale et d'avoir commis des crimes sexuels contre les femmes..



RUKUM/25/12/2000 : Le Parti Communiste du Népal (maoïste) a pu annoncé la création du gouvernement populaire. Le 20 Décembre plus de 20.000 personnes habitant la zone de Rukum ont accueilli dans le village de Banfikot, Puma Bahadur Gharti élu à l'unanimité avec le petit goupe du Président Maheswarjang Gahatrai.

Dernière nouvelle :7 Avril
Une semaine après que 31 policiers ont été abattus par la guérilla à Rukumkot, une autre attaque a eu lieu à Dailekh par un détachement de 500 combattants maoïstes contre un poste de police qui ont eu 28 tués, il n'y a eu que 14 policiers qui ont survécu à l'attaque. 15 maoïstes sont tombés au cours de l'attaque au cours de laquelle ont été saisis 55 fusils, 6 magnums, 3 pistolets, 2 fusils d'assaut et des instruments de communication.

Ces dernières nouvelles ont été diffusées par Népalnews et par plusieurs radios en France.



Colonnes de combattants maoïstes descendant des montagnes pour se rendre au rassemblement annonçant la création du gouvernement populaire à Rukum et dans plusieurs autres zones dans tout le pays

APPEL DU PCN (M) au peuple

PRENDRE LE CHEMIN DE LA GUERRE POPULAIRE

Plusieurs centaines de milliers d'exemplaires de ce tract historique ont été distribués dans tout le pays pour annoncer le début de la Guerre Populaire le 13 février 1996

Prendre le Sentier de la Guerre Populaire pour détruire l'Etat Réactionnaire et Instaurer un Etat de Démocratie Nouvelle!

Aux masses populaires:

Aujourd'hui, la société népalaise traverse une crise grave sur les plans économique, politique et culturel. Où l'actuel Etat, qui depuis 50 ans ne cesse de pavoiser et de se rengorger sur l'essor et la construction du pays, a-t-il conduit le Népal dans le domaine économique? Il l'a amené à la position de pays le plus pauvre du monde après l'Ethiopie. Ce même Etat qui, incapable de produire une simple aiguille au nom de l'économie nationale autosuffisante, a remis l'économie entière du pays à une douzaine de familles de capitalistes bureaucratiques et compradores étrangers. Bien que cette poignée de voleurs soit devenue multimilliardaires et les véritables maîtres de ce pays et de la propriété nationale, les masses travailleuses mènent une vie de privations et de pauvreté. Les enfants des paysans et travailleurs, soumis à un chômage croissant et à la misère, sont destinés à vivre dans la pauvreté et la honte en Inde et ailleurs dans le monde pour gagner leur vie quotidienne. Après avoir fait grossir d'une façon gigantesque la dette extérieure qui pèse sur nos épaules et aussi sur celles des générations népalaises à venir, les gouvernants féodaux et capitalistes bureaucratiques et compradores s'en réjouissent. Au nom des privatisations et des politiques néolibérales aux ordres et bénéfices des capitalistes étrangers et bureaucratiques, le processus qui consiste à hypothéquer le pays entier au profit des capitalistes compradores fonctionne à toute vapeur.

La charge de cette dégradation économique a été supportée principalement par les paysans qui forment 90% de la population. Et tout nouveau gouvernement basé sur ces structures d'état plongera le pays dans une situation économique de banqueroute encore plus profonde, comme le démontre l'histoire.

Pour maintenir l'hégémonie d'une religion (l'hindouisme), d'une langue (le népalais) et d'une nationalité (le khas), cet Etat pratique depuis des siècles la discrimination, l'exploitation et l'oppression exercées contre les autres religions, langues et nationalités. Il conspire pour diviser les forces de l'unité nationale, unité vitale pour le développement et la sécurité de notre pays. Au contraire, il se prosterne devant l'impérialisme et les expansionnistes étrangers, hypothéquant l'honneur national et la souveraineté du Népal. Le gouvernement autorise d'une façon éhontée que les vautours étrangers s'emparent de nos sources d'eau naturelle et piétinent notre mère la terre. Si on laisse ce processus continuer, il ne fait pas de doute pour les Népalais conscients et les patriotes qui n'ont pas perdu leur fierté, que le pays court un grave danger.

Ce gouvernement a déclaré la guerre au développement de la culture nationale du peuple, a inondé le pays de la culture impérialiste, trompeuse, corrompue et réformiste. Les forces féodales et impérialistes ont déployé leurs plus grands efforts pour remplacer les idéaux et valeurs de la culture démocratique par les valeurs nihilistes, anarchistes et freudiennes. C'est la conséquence de la conspiration des classes réactionnaires pour corrompre le peuple dans sa culture et préserver son règne de pillage. Toute cette atmosphère de corruption culturelle est aussi responsable de développement croissant du narco-trafic, de la contrebande, du vol, marché noir, pillage, assassinats et viols dans la société actuelle.

A l'intérieur de cette structure étatique moribonde....les gouvernants obligent les paysans et travailleurs et autres professions à vivre dans la pauvreté, l'injustice et la terreur. Bien que l'Etat traite la femme comme individu de seconde zone depuis longtemps, maintenant il en est venu à encourager le viol, la traite des blanches et la prostitution par l'intermédiaire d'une ignoble campagne publicitaire lancée contre elles. Quant au système éducatif, bien que plongé dans une grande anarchie, il se prépare de mieux en mieux à fournir des esclaves. Qu'ils soient ouvriers, paysans, petits propriétaires, petits fonctionnaires, docteurs, professeurs ou membres d'autres classes, y compris la bourgeoisie nationale, tous sont victimes de cet Etat de féodaux et capitalistes compradores et bureaucratiques. A moins de changements radicaux dans toutes les sphères de la société, toute possibilité d'amélioration est, pour l'instant, pure illusion.

Les classes gouvernantes réactionnaires, pratiquant une démocratie d'illusion à usage extérieur, en sont venues à utiliser fréquemment les fusils contre les militants politiques et les masses populaires qui soutiennent des vues et des principes opposés à leurs intérêts. Cet Etat qui se dit garant de la "démocratie" s'est repu du sang des fils et des filles de la mère patrie Népal, enfants ou adultes, quand le peuple a déclaré et montré son attachement à la démocratie, à la nation et à une vie épanouie. Des centaines de milliers de Népalais luttant pour la justice ont été soumis aux atrocités de la torture physique, à l'incarcération et à la torture psychologique. Pendant la période de la monarchie absolue et sans partis politiques (panchayat) mais aussi maintenant en période de monarchie parlementaire, les actes de génocides et de répression fasciste se sont multipliés. C'est l'expérience du peuple népalais dans sa vie quotidienne. Et ce processus s'est développé au cours d'une campagne de répression armée contre des populations innocentes cherchant la vérité et la justice. La récente opération armée et le terrorisme d'Etat qui se sont déchaînés sur l'ouest du Népal et sur d'autres parties du pays sont la preuve irréfutable que les classes dominantes se sont engagées ouvertement dans une guerre contre le peuple. Certaines actions ignobles menées par l'Etat réactionnaire sont chaque jour plus manifestes : fils et filles de paysans pauvres et d'ouvriers enrôlés de force comme mercenaires dans la police et l'armée et contraints à user de leurs armes contre leurs proches foulés aux pieds (parents, frères et soeurs). Avec le temps ces policiers et soldats trompés verront clair. Il n'y a pas d'autre solution que de lever le drapeau de la guerre juste contre la guerre injuste.

...Comment en est-on venu à cette situation de guerre ouverte de l'Etat contre le peuple? Ce qui est clair, sur la base de l'analyse du matérialisme historique et scientifique, c'est que les germes de cette situation ont été semés au Népal il y a bien

longtemps. Avec l'avènement de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne, est né au Népal aussi un régime socio-économique semi-colonial et semi-féodal basé sur l'alliance entre l'impérialisme et le féodalisme. Ce fut le commencement d'un processus qui vit le féodalisme se placer aux avant-postes de l'impérialisme pendant que ce dernier pillait les masses populaires et protégeait le système féodal. Ce processus remonte aux années 1815-1816 avec la signature du traité Suguli avec l'Inde britannique. La conséquence inévitable fut l'impossibilité pour tout capitalisme national de se développer. A sa place ce fut l'essor d'un capitalisme bureaucratique au service des propriétaires fonciers et de l'impérialisme. Cette longue période historique comprend la naissance, le développement et le crépuscule de ce même capitalisme bureaucratique.

Dans la société népalaise, le règne de l'aristocratie Rana 1846-1950 existait sous une même forme et ensuite sous l'autocratie de la panchayat sans partis politiques de 1960 à 1990; la dite monarchie pluripartite actuelle a continué et se poursuit encore sous le même type d'administration. Et à cause de la lutte du peuple népalais contre cette structure (socio-économique) principalement, et aussi à cause des changements survenus dans la situation internationale, le système et le gouvernement ont changé de noms, parfois libéral, parfois conservateur, mais le pouvoir a toujours continué à se répartir le butin .La structure de base reste la même. Les succès politiques des années 1951, 1960, 1979 et 1990 ne signifient pas autre chose. Si nous nous penchons sur l'histoire de 1951 à maintenant, il est évident que malgré quelques réformettes mises en oeuvre par l'Etat réactionnaire, le pays et le peuple ont vécu des crises de plus en plus aiguës.

Le peuple a lutté pied à pied contre cette situation. Au cours de ce processus de luttes, le peuple a subi non seulement la répression ininterrompue et les manoeuvres des réactionnaires mais encore la trahison et les mensonges des réformistes. Aujourd'hui, les plus grands traîtres au peuple sont ceux qui se dénomment communistes (révisionnistes), qui ont recueilli les miettes du pouvoir de l'Etat réactionnaire et léché les bottes du féodalisme et de l'impérialisme. Le peuple népalais n'oubliera jamais ces traîtres qui s'assoient à la table des réactionnaires, trompant la foi du peuple en un changement radical et dans le Parti Communiste, et se vautrant le sang des martyrs. S'il se trouve encore des gens qui veulent contenir la lutte à l'intérieur des limites étroites du réformisme dans un état réactionnaire, tôt ou tard on tombera dans une nouvelle trahison. L'histoire a démontré cette vérité irréfutable.

Il est un autre aspect qu'on ne doit pas oublier ici : la répression constante et les manoeuvres de la réaction d'une part, la trahison et les tromperies du réformisme d'autre part, ont produit de bonnes conditions pour favoriser la prise de conscience des masses populaires et qu'elles s'attachent pour leur libération à la seule idéologie véritablement révolutionnaire dans la lutte de classes et la lutte intense contre le réformisme : le marxisme-léninisme-maoïsme.....

Aux masses populaires.

...Pour défendre son Etat réactionnaire et moribond en proie à la crise, le féodalisme et l'impérialisme imposent au peuple une guerre injuste. Si le peuple népalais ne peut pas lever le drapeau de la guerre populaire juste contre une guerre injuste et la mener jusqu'à la victoire, alors le peuple népalais sera condamné à une obscurité plus grande et plus longue.

Conscients de son devoir face à cette nécessité historique, le Parti Communiste du Népal (Maoïste), ...a pris la décision d'enclencher le processus qui détruira par la force cet Etat réactionnaire et d'instaurer un Etat de Démocratie Nouvelle..... Nous sommes parfaitement conscients que cette guerre sera une tâche très dure, avec des avancées et des revers, une guerre prolongée. Mais c'est là l'unique chemin pour la libération du peuple et un avenir radieux. Ce chemin devra utiliser toutes les formes de lutte adaptées à l'étape historique du développement du Népal, et principalement, comme nous venons de le dire, celui de la stratégie d'encerclement des villes par les campagnes, avec mise en oeuvre de la révolution agraire comme axe principal et en menant en même temps la lutte de classe à la campagne. Le processus de la guerre, dans le cadre de cette corrélation de forces, avancera en utilisant la guerre de guérilla du peuple, lors d'une première étape de défensive stratégique.

Nous sommes sûrs que les masses de toutes les classes et secteurs du peuple apporteront un appui et une aide active à ce processus révolutionnaire jusqu'à la victoire. De plus, nous sommes certains que cette lutte recevra aussi l'appui de tous les révolutionnaires communistes et des masses en lutte dans le monde et que réciproquement cette révolution appuiera tous ces révolutionnaires, Notre lutte, qui fait partie de la révolution prolétarienne mondiale, se développera donc pour en finir avec l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme et ainsi mettra fin pour toujours à la guerre elle-même. A ce propos, nous voudrions mentionner tout spécialement la révolution populaire en marche au Pérou, révolution qui a pour base le marxisme-léninisme -maoïsme, et aussi le Mouvement Révolutionnaire Internationaliste (MRI) et tous les mouvements révolutionnaires dans le monde s'appuyant sur les mêmes principes.

Finalement nous exhortons les travailleurs, paysans, femmes, étudiants, enseignants, intellectuels et toutes les masses populaires de tous les secteurs et bureaux à s'engager coude-à-coude dans cette guerre populaire jusqu'à l'instauration d'un Etat de Démocratie Nouvelle du peuple et à lui apporter toute forme d'aide et d'appui.

On a raison de se révolter!
Vive la guerre populaire!
A bas l'Etat réactionnaire!
Vive la Révolution de Démocratie Nouvelle!
Gloire au marxisme-léninisme-maoïsme!

Salutations révolutionnaires,
Comité Central
Parti Communiste du Népal (Maoïste)

JOURNAUX ET BRCHURES DE l'ORPCF
Pour l'Unification des Communistes.
De nouveau pour l'Unification des Communistes)
Réponse au auteurs du « livre noir du communisme »
Réflexions sur les principes communistes
BROCHURES EN FAC6-SIMILE
Marx-Engeks-Lénine : La dictature du Prolétariat
Lénine : Les 3 sources et 3 parties du marxisme
L'Internationale en 5 langues

Participation aux frais d'impression : chaque brochure 10 frs. Frais de port en plus

Manuel d'éco. politique (3 brochures), extraits
Staline ; le marxisme et la question nationale
Staline : des perspectives. Révolution en Chine
Sur la Question de Staline – (Pékin - 1963)
2 politiques de coexistence pacifique opposées
D'où proviennent les divergences (Pékin)
L'internationale N°1 (textes classiques et m-l-m)
Tchaguine : L'esprit de Parti
Les Communes populaires vont de l'avant

LEC/PEROU/COMITE INTERNATIONAL D'URGENCE
Pour la Défense de la vie du Dr. Abimael Guzman
BCM-IEC, 27 Old Gloucester Street. London WC1N 3XX, UK
Tel/Fax:44 20 7482 e-maail:iec_cie@hotmail.com

30 janvier 2001

Saisissons le moment pour rompre l'isolement du **Dr Abimael Guzman (Président Gonzalo !)**
Une 7ème Délégation de l'IEC) au Pérou nécessaire pour exiger de mettre fin à l'isolement !

Le Dr Abimael Guzman, connu aussi sous le nom de Président Gonzalo du Parti Communiste du Pérou (PCP), est détenu dans des conditions délibérément cruelles d'isolement extrême depuis plus de huit ans maintenant. Au moment de son emprisonnement en 1992, le chef du Gouvernement péruvien, Alberto Fujimori, a fait construire une prison spéciale. Fujimori a déclaré que le Dr. Guzman y serait détenu dans des conditions qu'il a décrites comme une morte vivante. Cette situation abjecte est une violation des conventions internationales et des droits les des prisonniers politiques.
Le Dr. Abimael Guzman est le dirigeant de la **Guerre Populaire** au Pérou qui a commencé en 1980. Avec l'appui de millions de travailleurs, paysans, étudiants etc., au Pérou **cette révolution se poursuit aujourd'hui**. Il est absolument impossible d'évacuer une telle mobilisation de masse en parlant de « terrorisme ». En réalité, le maintien de conditions de détention aussi extrêmes pour le Dr Guzman –'appui inconditionnel des USA-montre clairement que les « crimes »sont hautement politiques.
Le Dr. Abimael Guzman a été condamné par un tribunal lors d'un procès militaire sommaire avec des juges masqués. Son avocat lui-même fut alors condamné à la prison à vie pour avoir assuré sa défense. La dernière apparition en public du Dr. Abimael Guzman remonte au 24 septembre 1992,.quand le régime de Fujimori l'a présenté à la presse internationale dans une cage dans un but d'humiliation. . Mais le Dr. Guzman a saisi cette occasion pour lancer un vibrant appel à la poursuite de la Guerre Populaire. Depuis lors aucune communication fiable n'a pu être établie d'une façon fiable.
Depuis Septembre 1992, date de l'arrestation du Dr. Guzman, un vaste mouvement international s'est dressé pour sauver sa vie. Par centaines de milliers la protestation dans le monde entier a pris des formes variées depuis la signature de l'Appel du Comité International d'Urgence pour défendre sa vie, jusqu'au don du salaire d'une demie journée de travail pour soutenir cette campagne, le siège des ambassades du Pérou à l'étrange par maintes protestations et manifestations. Six Délégations de juristes, médecins, militants et autres éminentes personnalités se sont rendues au Pérou pour défendre la vie du Dr. Guzman entre 1992 et 1995.
Il y a à l'heure actuelle plus de **4 000 prisonniers politiques et prisonniers de guerre au Pérou** – nombre d'entre eux ont été condamnés par des juges militaires cagoulés, et d'autres maintenus en prison depuis des années sans même la comédie d'un tribunal. Leurs « crimes » sont la participation à la Guerre Populaire, ou d'en être « sympathisant d'une façon ou d'une autre. Les conditions de détention inhumaines ont conduit à de multiples mutineries dans ces prisons. Par exemple en **février 2.000, les prisonniers de Yanamayo et de plusieurs autres prisons** ont exigé qu'un terme soit mis à l'isolement du Dr. Guzman, qu'il soit présenté au public et qu'on en finisse avec cet isolement inhumain. Le régime de Fujimori a préféré se retirer de la convention des droits de l'homme de l'Organisation des Etats Américains pour éviter d'être condamné pour sa politique abjecte.
Le camarade **Feliciano (Oscar Ramirez Durand)** qui a dirigé le PCP après l'arrestation du Dr Abimael Guzman a été capturé en 1999. Il a ensuite été aussi jugé par des juges militaires masqués. Depuis le Camarade Feliciano est aussi maintenu dans l'isolement dans la même prison construite spécialement .Quand le régime péruvien a présenté le Camarade Feliciano à la presse ; il a levé le poing en signe de défi et comme le symbole de la poursuite de la Guerre Populaire.
Le régime péruvien appuyé par les USA est en plein tourbillon. A propos de l'arrestation du Dr. Abimael Guzman, Fujimori a juré à maintes reprises que la Guerre Populaire serait terminée d'ici quelques mois. Or maintenant c'est Fujimori qui a fui et la Guerre Populaire se poursuit. De récents scandales ont de nouveau montré que les hautes sphères du gouvernement sont au cœur du narco-traffic local alors que les USA continuent à injecter des millions de dollars pour les forces militaires péruviennes sous couvert de »guerre à la drogue »Maintenant les deux principaux architectes du procès et de l'isolement du Dr ; Guzman sont eux-mêmes en fuite. Pourtant aucune démarche n'a été tentée par le gouvernement par intérim soutenu par les USA pour mettre fin à l'isolement du Dr. Abimael Guzman.
Il est maintenant nécessaire d'unir tous les efforts dans le monde entier afin d'envoyer une 7ème délégation au Pérou pour porter l'exigence de millions de gens au Pérou et partout dans le monde que soit mis fin à l'isolement inhumain à motif purement politique du Dr. Abimael Guzman .Cette délégation est organisée par l'IEC dans le but spécifique d'exiger **«la fin de l'isolement »**
Il faut que le Dr. Guzma puisse s'exprimer en personne lors un entretien télévisé. Qu'il puisse recevoir des visites d'avocats, journalistes péruviens et autres. Il faut des 4 000 autres prisonniers politiques et prisonniers de guerre

Les conditions actuelles au Pérou offrent de nouvelles potentialités pour que ces exigences soient satisfaites. **Les luttes pour la succession de Fujimori ont éclaté et de nombreux crimes abjects ont été révélés et font l'objet d'un examen minutieux** .Dans de telles conditions, une large délégation internationale peut contribuer à forcer la main de l'administration provisoire ou nouvelle pour la satisfaction de nos justes exigences. Un fait qui ressort de la lutte en cours est que, au moment de la capture du Dr. Abimael Guzman, un conflit aigu a opposé les donneurs d'ordre pour décider s'il fallait ou non l'exécuter immédiatement. Nous sommes persuadés que la campagne mondiale pour la défense de sa vie a joué un rôle important pour arrêter la main des bourreaux. Il existe aujourd'hui une réelle possibilité de gagner la bataille pour mettre un terme à l'isolement du Dr. Guzman. Cependant il faut agir vite et saisir le moment. Nous avons un besoin crucial de votre aide et soutien : apportez votre contribution pour l'envoi de cette délégation. **Aidez à réunir les fonds.** nécessaires. Mettez les organisateurs en contact avec des délégués potentiels. Ou bien prenez contact avec le bureau international de l'IEC à Londres directement à

Libellez vos chèques à l'ordre : IEC
Et envoyez à :
BMC-IEC - 27 Gloucester Street
LONDON WC1N 3XX, UK



UN SECOURS ROUGE POURQUOI FAIRE ?

Nous saluions dans le « Drapeau Rouge » N° 1/2/3 d'Octobre 2000 la tenue de la 2ème journée internationale du prisonnier politique. L'année précédente nous avions dit dans le N° 12 (ancienne série.) « *Quand nous participons à une activité, il y a un aspect principal qui doit nous guider, dans le cas précis des prisonniers politique. Bien sûr la défense des prisonniers politiques ne nous fait pas pour autant adopter les thèses de telle ou telle organisation. Si nous sommes les organisateur, il se peut que nous émettions quelques réserves à apporter sur le soutien à tel ou tel prisonnier politique. Aussi nous tenons à préciser notre position sur la question des prisonniers politiques* »

Nous résumons ici les principes communistes (m-l-m) de la guerre populaire que nous avions énumérés :

1) Le parti commande au fusil
2) La parti combat pour la prise du pouvoir :
   - par une guerre populaire prolongée dans les pays opprimés.
   - En préparant l'insurrection dans les pays impérialistes
3) Des petits groupes, des individus isolés ne peuvent vaincre l 'ennemi et libérer le peuple.
4) La lutte anti-impérialiste ne peut aboutir si elle est dirigée par différents courants de la bourgeoisie nationale.
5) Le Parti Communiste doit condamner les exactions contre les populations, la torture (même vis à vis de l'ennemi), les attentats aveugles qui frappent des masses innocentes...
6) Les communistes devront en tout premier lieu défendre les prisonniers politiques et de guerre, engagés ou soutenant les guerres populaires comme celles du Pérou ou du Népal, car ces guerres sont les seules qui s'opposent résolument à l'impérialisme
7) Défendre le président Gonzalo, le prisonnier le plus important du Mouvement Communiste car c'est lui qui a initié en théorie et en pratique la Nouvelle Vague Révolutionnaire basée sur le maoïsme.
8) La meilleure défense de prisonniers politiques et de guerre est que se développe notre propre mouvement communiste pour briser l'encerclement.

Pour nous les divergences doivent être résolues par la méthode d'Unité-Critique-Unité

Ces principes nous séparent de ceux qui pratiquent ces théories

Nous disions dans le N° 1/2/3 (Nouvelle Série) que la bourgeoisie ne voulait pas reconnaître la motivation qui a entraîné ces délits...Elle a le droit de faire la guerre pour défendre ses intérêts. Le prolétariat et les couches populaires n'ont pas le droit.

Peu après les prisonniers turcs du TKP (m-l), du DHKPC, du TIK sont entrés en grève de la faim illimitée. Fin Décembre 28 prisonniers ont été massacrés par les gouvernement fasciste en Turquie et des dizaines gravement brûlés. Nous avons comme il se doit apporté notre soutien, participé aux différentes manifestations de soutien.

Nous avons distribué un tract de l'O.R.P.C.F intitulé « A BAS l'ETAT FASCISTE EN TURQUIE ».

En Décembre les journaux relataient l'arrestation des dirigeants du P.C.E (R) et des GRAPO à Paris, bien que nous ayons quelques points de divergences ou d'incompréhension, nous avons appuyé la démarche du Secours Rouge de leur apporter soutien et défense, de même en ce qui concerne la grève de la faim de Jean-Marc Rouillan rejoint par Jôelle Aubran « pour une série de .revendications qui sont aussi les nôtres » comme le dit le dernier tract du Secours Rouge » à savoir :

« La fermeture des quartiers d'isolement »

« le regroupement par affinités politiques »

« la reconnaissance du statut de prisonnier politique »

« la fin de toute torture, physique ou psychologique, de tout mauvais traitement ».

Dans ce tract est également rappelé la lutte des prisonniers politiques turcs, l'arrestation des espagnols, la détention de 200 prisonniers politiques en France même, un précédent rappelait le cas des prisonniers politiques au Pérou.

Le Collectif du Secours Rouge est composé d'individus communistes, révolutionnaires et progressistes qui ont en commun le souhait de défendre les droits, l'intégrité physique et morale et le sens général du combat des prisonniers communistes et révolutionnaires sans pourtant avoir la même orientation, la même tactique, les mêmes principes idéologiques et politiques. A cette étape transitoire au cours de laquelle nous menons la lutte idéologique pour la création du parti maoïste, nous avons décidé de travailler à ce soutien commun. L'on peut apprendre ainsi des uns et des autres. Dégagé le vrai du faux, bref mener la lutte de ligne pour que progresse l'idéologie maoïste, qu'elle tienne compte de la situation dans laquelle se trouve le mouvement, qu'elle l'accompagne pas à pas, qu'elle apprenne de lui et des masses et y fasse pénétrer la théorie. Le Secours Rouge est utile dans ce sens, car il est un instrument la lutte des prisonniers politiques à la lutte générale pour la révolution.

La formule que le SR a adopté en France est l'adhésion individuelle. Elle correspond le mieux à la défense de prisonniers politiques de divers origines. Au niveau international, le développement est plus complexe, il doit tenir compte des réalités de chaque pays et du travail commencé par les uns ou les autres (souvent des organisations), en réglant les conflits éventuels de la façon la mieux appropriée pour une juste solution en tenant compte de l'intérêt des prisonniers politiques et en combattant les provocations ennemies s'il y a lieu.

Nous dénonçons les agissements brutaux des forces de l'ordre envoyées par le gouvernement de la gauche plurielle contre les militants antifascistes turcs venus dénoncer les massacres en Turquie, le respect des droits de l'homme, la suppression des cellules F où l'on pratique la torture, l'indifférence vis à vis des prisonniers en jeûne de la mort.

Le Secours Rouge International organise à Paris le 16 Juin à Paris, la 3ème Journée Internationale du prisonnier politique.

Vous pouvez nous contacter pour plus d'information à notre adresse habituelle pour vous procurer les brochures du Secours Rouge ou écrire à ::

LE PREMIER MINISTRE SOCIAL-DEMOCRATE TURC EST RESPONSABLE DU MASSACRE DES PRISONNIERS POLITIQUES EN TURQUIE

Certains bons esprits sont choqués quand les communistes (qu'il ne faut pas confondre avec les révisionnistes qui dirigent le PCF) traitent certains dirigeants socialistes de social-fascistes. Et pourtant !

En Turquie le prétendu homme de gauche, Bûlent Ecevit » nous le disons tout net est un social-fasciste, socialiste en paroles, fasciste dans les actes. C'est lui qui a ordonné et couvert, l'opération contre les prisonniers politiques en Turquie en grève de la faim contre la détention en cellule d'isolement, cellule où l police torture à l'abri des regards. La démagogie du pouvoir est sans borne, ils massacrent les gens, les brûlent vifs, pour les ramener à la vie éternelle.

La mesure qu'a pris le gouvernement pour « humaniser » les prisons a été en premier lieu de libérer « 35.000 mille prisonniers de droit commun dont plusieurs milliers de maffieux, de criminels endurcis en réduisant leur peine de 10 ans, pendant que le même gouvernement avait comme plan de transférer les milliers de prisonniers politiques des cellules d'isolement à la merci des tortionnaires fascistes. Le gouvernement qui faisait semblant de tergiverser est passé brusquement à l'offensive, le 19 Décembre. Bilan 28 morts affreusement brûlés. Le gouvernement avait préparé le terrain ; censure de la presse et des médias, toute tentative de passer outre étaient qualifiés d'incitation au meurtre et à la violence par la cour de sûreté de l'Etat.

Une campagne d'intimidation s'est exercée contre les militants (des droits de l'homme, syndicalistes, proches des prisonniers, ont été mis en détention (3000 arrestations.) Les manifestations en faveur des détenus interdites.

Les USA ont même évacué quelques représentations diplomatiques, ce qui montre la collusion de l'impérialisme américain et du régime fasciste turc.

Une campagne d'intoxication mensongère a été diffusée disant que la « grève de la faim est un simulacre, les organisations les forcent à faire grève. Les terroristes (prisonniers politiques) disposent dans leurs dortoirs d'ordinateurs, de téléphones portables pour communiquer avec l'extérieur. Ils sont armés de kalachnikovs etc..

Cette campagne d'intoxication avait pour but de préparer l'opinion publique. La gendarmerie elle, était réellement équipée de blindés, bulldoozers, hélicoptères Sikorvsy, fusils automatiques, lances flammes. Une armée contre des prisonniers affaiblis, désarmés, entassés dans des dortoirs.

Le ministre de l'Intérieur a déclaré a confirmé le caractère prémédité de l'intervention « les services de sécurité travaillant depuis un an sur des maquettes de prisons pour la mise au point de l'opération.

Un ancien ministre a démenti les informations comme quoi il y aurait des armes « les contrôles manuels et électroniques y sont extrêmement stricts et fiables ».

Le Ministère de la Justice menace le corps médical qui refuse d'intervenir contre la volonté des grévistes. Il accuse les avocats de collusion avec leurs clients « Plus ils rendent visite à leurs clients, plus le mouvement s'étend et se durcit ».

Le scandale éclate dans les prisons d'isolement (plus de 2000 maintenant) sont torturés quotidiennement pour qu'ils arrêtent le mouvement.

Le gouvernement fasciste est pris à son propre piège, le scandale des cellules d'isolement et son but « exterminer les prisonniers, les briser » éclate en pleine lumière.

L'humaniste Ecevit jette le masque, pour ceux qui se faisaient des illusions sur la social-démocratie. Lui qui est pour la fraternité entre les peuples, a ordonné l'occupation de Chypre en 1974. Il était ministre quand les « loups gris » ont massacré 118 personnes à Kahramanmonos en 1978. La presse locale dit que « l'intègre » Ecevit sert de « paratonnerre à une association de malfaiteurs »

Bûlent Ecevit, « humaniste », nie les 12 millions de kurdes. L'érudit qui a étudié le sanscrit, considère que le kurde est un sous-produit du turc, alors que chacune de ces langues appartiennent à deux familles disctintes.

Le 26 Septembre 1999 à la prison centrale d'Ulucamlar à Ankara, il a ordonné de mâter une mutinerie déclenchée à cause du surpeuplement ; résultat 10 morts et des dizaines de blessés grièvement.

Le cynique Ecevit a fait traduire les survivants en cour de Sûreté de l'Etat. Ce palmarès fait dire aux fascistes hier. « Seul un homme, Bûlent Ecevit, ordonateur de l'intervention à Chypre, pouvait assumer la responsabilité politique d'une intervention de cette envergure dans les prisons » . Bûlent Ecevit banalise la dictature, mais l'homme providence de la dictature fasciste a ses jours comptés. Appuyé par les impérialistes la répression demeure fasciste.

LES DEMOCRATIES OCCIDENTALES ET LES PARTIS DE TOUS BORDS SONT MUETS, POURQUOI ?

En 1951, la Turquie adhère à l'OTAN, a des liens serrés avec l'Etat sioniste. A eux deux ils forment le fer de lance de l'impérialisme américain dans la région. La Turquie a été un bouclier contre l'extension du communisme aujourd'hui.

L'Etat turc n'est pas inclus encore dans l'Europe non pas parce que son régime est fasciste. Son entrée est retardée pour deux raisons, il est pas capable de remplir les critères imposés pour entrer, la corruption et les dépenses militaires engloutissant la moitié du budget, la seconde raison, c'est qu'il n'a encore éradiquer complètement le problème kurde et encore moins la volonté des communistes et des révolutionnaires de combattre le fascisme, pour une république démocratique et populaire.

C'est pourquoi les régimes démocratiques font l'autruche, ils attendent la résolution de ces deux problèmes et ne bougent pas eux les « humanistes » quand le gouvernement turc massacre les prisonniers, en Turquie le premier ministres, les fascistes, la soldatesque, ne sont pas des criminels contre l'humanité et pourtant il y a eu comme au Pérou des milliers de tués, de disparus.

Le Monde journal proche des sociaux-démocrates organise un séminaire avec les représentants du « MEDEF » turc, pendant que le gouvernement turc tue et torture, comme on dit l'argent n'a pas d'odeur. De plus par la voix des journalistes spécialisés, il reprend les arguments mensongers et criminels de l'Etat turc ;

La gauche plurielle a elle aussi la trouille de la Révolution. Ce qui explique que depuis le mois de Décembre en France et à Paris en particulier ils ont absents dans les dizaines de manifestation qui ont eux lieu sauf peut-être une fois. Les militants français qui défilent avec les turcs et les soutiennent sont une petite minorité, regroupés pour certains dans le Secours Rouge. Ils défilent avec ceux qui n'ont pas reniés le communisme, mettant les actes en relation avec leurs idées.

Les partis au gouvernements, les trotskistes et les anarchistes officiels ne sont pratiquement pas mobilisés parce qu'ils sont opposés au développement de la guerre populaire en Turquie et plus généralement contre la violence révolutionnaire comme moyen pour en finir avec le capitalisme. Ils ne supportent pas sans le dire, ceux qui défilent en masse le 1er Mai, brandissant les portraits de Marx Engels Lénine Staline et Mao Zedong.

C'est pourquoi ils ne sont pas là.

A BAS LA DICTATURE DE LA BOURGEOISIE ! RIPOSTONS AUX ATTAQUES DU MEDEF ET DU GOUVERNEMENT !

Les entreprises réalisant des bénéfices comme Michelin ou Danone licencient par milliers ou menacent de le faire ou le feront. Il s'agit d'augmenter le taux de profit des actionnaires.
L'Etat capitaliste aujourd'hui dirigé par la « gauche plurielle » accepte ou prépare des plans de restructurations anti-sociaux. Il accorde des subventions et aides aux patrons. Les emplois créés quand il y en a, ce sont nous qui les payons.
Le MEDEF appuyé par la direction social-démocrate de la CFDT concocte des accords qui cassent le code du Travail et les conventions collectives par divers moyens, la RTT n'empêche pas les licenciements, les heures supplémentaires ne sont plus payées pour compenser la RTT alors que la productivité (les cadences) augmente. Le harcèlement moral altère la santé. Le taux de remboursement des médicaments dont la consommation est proportionnelle à la dégradation des conditions de travail et d'environnement, est diminué.
Encouragé par les reniements du gouvernement et la collaboration des révisionnistes et réformistes. Le MEDEF s'attaque aux retraites dans le privé, le gouvernement s'occupe du public. Ils veulent privatiser la Sécurité Sociale au moyen des fonds de pension, ce qui veut dire que quand la Bourse est en baisse, les retraites s'envolent en fumée. C'est la vieillesse dans l'angoisse. Tous les salariés sont frappés.
De droite ou de gauche, du centre ou avec la participation des fascistes ou néo-nazis, les gouvernements des pays européens soutiennent la restructuration du capital financier. Les multinationales pillent les pays opprimés avec l'appui des gouvernements locaux qu'ils soutiennent ou défont au gré de leurs intérêts au mépris des peuples qui en sont les victimes, par la guerre, la famine, la maladie.
On ne compte plus les SDF alors que des centaines de milliers de logements sont vides. Il y a 7 millions de pauvres (précaires, les chômeurs). Les peuples des ex-pays socialistes trahis par les révisionnistes sont dans la misère. C'est le règne des affairistes et de la maffia.
Et pourtant les progrès de la science et des techniques pourraient satisfaire les besoins de tous dans un monde en paix.

UNE SEULE SOLUTION, LA REVOLUTION !

Ce slogan est plus que jamais à l'ordre du jour. Le secret du capitalisme c'est l'extorsion du travail non-payé (la plus-value). Le capitalisme ruine les petits producteurs (paysans, artisans, petits industriels), les petits commerçants En les ruinant et les rejetant depuis 200 ans dans le prolétariat, ils ont créé la classe qui va les remplacer sur la scène de l'histoire, le prolétariat, c'est à dire tous ceux qui produisent ou sont indispensable au processus de production mais n'ont pas de moyens de production.
C'est la guerre économique entre les multinationales, et pour finir la guerre ouverte.
Il y a une logique à ce système. On ne peut supprimer les injustices, l'exploitation et les guerres continuelles qu'il engendre, le gâchis que par sa destruction totale, sa logique, en imposant un système d'où seront éliminés tous ses aspects destructeurs. Pour cela le prolétariat doit imposer la volonté de la majorité, c'est à dire plus de 90% de la population. Il doit conquérir tout le pouvoir politique, exproprier tous les moyens de production, les socialiser, concentrer tous les moyens pour développer une production équilibrée, mettre les sciences et les techniques au service de l'homme et non pour le profit d'une minorité.

SANS LE POUVOIR TOUT EST ILLUSION !

Il faut aujourd'hui répondre coup pour coup aux attaques contre les salaires, les retraites, les libertés. Lutter sur chaque lieu de travail par la grève ou par tous les moyens appropriés comme on dit à la base et dans l'action. Nous sommes pour l'Unité au sein d'un seul syndicat, contre la collaboration de classe, les arrangements synonymes de perte des acquis. Mais nous savons aussi que c'est dans les syndicats et les organisations de masse que les révisionnistes et les réformistes de tous poils diffusent le venin du pessimisme, qu'ils font passer les propositions gouvernementales dont nous subissons les effets.
C'est pourquoi la lutte syndicale ne peut être séparée de la lutte politique, c'est contre cette séparation prônée par les proudhoniens que s'insurgeait Marx lui-même. Aujourd'hui le révisionnisme a liquidé tous principes révolutionnaires, a transformé le parti communiste en parti réformiste comme les partis de la IIème Internationale dénoncés par Lénine.
Dans la lutte acharnée contre l'exploitation capitaliste dans le monde entier, des partis de type nouveau sont nécessaires, partis qui ne nient pas l'histoire du communisme international (comme les trotskistes), partis qui s'appuient sur ses acquis historiques en tenant compte des erreurs commises. Bref pour faire progresser l'idée et la pratique communiste et non la liquider. Ces partis se référant à l'expérience réelle et non ce qui aurait pu être fait (il n'y avait qu'à), ne peuvent être que marxiste bien sûr mais aussi léniniste et maoïste, parce que ces deux révolutions russe et chinoise) ont apporter une expérience inestimable en théorie et en pratique malgré les limites imposées par l'impérialisme et par les erreurs pour certaines évitables, d'autres inévitables faute d'expérience antérieure.
Ces partis regroupés au sein du Mouvement Révolutionnaire Internationaliste (MRI) existent, mènent une lutte acharnée au Pérou, au Népal, en Inde, au Bengladesh, aux Philippines, en Turquie, développent la guerre populaire, créant des bases d'appui dans lesquelles les organisations de masses commencent à gérer leurs affaires jusqu'à la prise du pouvoir dans tout le pays.
Le mouvement communiste se réorganise aussi en Europe, comme en Italie où le parti est en construction et mène la lutte contre les courants opportunistes et liquidateurs, dans d'autres pays d'Europe à travers un processus complexe de luttes pour l'unité idéologique nécessaire à la création du Parti comme en France.
La résistance, la volonté de lutte du prolétariat, de la classe ouvrière et des couches populaires, la prise de conscience des éléments du prolétariat les plus conscients et déterminés font que la nécessité du parti communiste de type nouveau est à l'ordre du jour.
Comme on dit les conditions objectives en France, en Europe et en général dans le monde entier sont réunies pour que se développe la nouvelle vague révolutionnaire pour en finir définitivement avec la société de classe.

« PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS »

DU DROIT DES COLONIES A S'EMANCIPER
(L'ami du peuple N°624, 12 Décembre 1991)

Le fondement de tout gouvernement libre est que nul n'est soumis de droit à un autre peuple, qu'il ne doit avoir d'autres lois que celles qu'il s'est données à lui-même, qu'il est souverain chez lui et souverain de toutes puissance humaine. Tandis que le simple bon sens, admettant ces principes, ajoute qu'il est absurde et insensé qu'un peuple se gouverne par les lois qui émanent d'un législateur résidant à deux milles lieux de distance. La seule sottise qu'aient fait les habitants de nos colonies, c'est d'avoir consenti à envoyer des députés à l'Assemblée nationale de France. Mais cette sottise est du fait des seuls colons blancs. Or tous ont le droit de s'affranchir de la métropole, de se choisir un autre suzerain, ou de s'ériger en République,et pourquoi non ? Puisque la suprématie que la métropole prétend avoir sur eux est usurpée, qu'elle tient aux maximes du despotisme, et qu'elle ne s'exerce qu'en vertu du droit du plus fort. Je vais plus loin, et je suppose que les habitants de nos colonies s'étant déclarés libres, de quel droit, de quel front oserions-nous trouver mauvais qu'il aient imités l'exemple des colonies anglaises ? et par quelle bizarre inconséquence blâmerions-nous chez nous avoir si fort approuvé chez les insurgents ? De ce que nos colonies sont en plein droit de s'affranchir de la métropole, n'allez pas conclure que je songe à donner gain de cause aux colons blancs : oui, sans doute, ils sont inexcusables à mes yeux d'avoir voulu s'ériger en maîtres despotiques des mulâtres et en maîtres tyranniques des noirs. Si les lois de la nature sont antérieures à celles des sociétés et si les droits de l'homme sont imprescriptibles, celui qu'ont les colons blancs à l'égard de la nation française, les mulâtres et les noirs l'ont à l'égard des colons blancs. Pour secouer le joug cruel et honteux sous lequel ils gémissent, ils sont autorisés à employer tous les moyens possibles, la mort même, quand dussent-ils réduits à massacrer jusqu'au dernier de leurs oppresseurs.
Tel sont les principes d'après lesquels un législateur équitable aurait prononcé dans l'affaire de St. Domingue : c'est à dire que le dernier décret sur les hommes de couleur est équitable, et que celui sur les nègres est atroce. Mais comment pourrions-nous traiter en hommes libres des hommes qui ont la peau noire, tandis que nous n'avons pas traité en citoyens des hommes qui ne paient à l'Etat une contribution directe d'un écu ? Nous vantons notre philosophe et notre liberté ; mais nous ne sommes pas moins esclaves aujourd'hui de nos mandataires que nous l'étions il y a dix siècles. Demandez-le aux parents et aux amis éclairés des victimes égorgées au Champ de Mars.
MARAT

Dans ce texte Marat affirme qu'un peuple ne peut être soumis à un autre peuple. Il se prononce pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Pour autant le droit à lutter pour l'égalité des droits, la justice sociale et d'utiliser la violence, jusqu'à massacrer le dernier de leurs oppresseurs. Marat est donc pour la libération de la nation opprimée, mais aussi au sein de la nation opprimée pour la lutte contre les oppresseurs et exploiteurs. Il est donc éminemment contemporain. Dans son journal l'Ami du peuple, il défend les opprimés non seulement quand il parle des colonies, mais en France même, il le paiera de sa vie, assassiné par Charlotte Corday qui travaillait pour la réaction royaliste.

Marx a dit qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre, il s'est prononcé pour les princes polonais contre le despotisme du tsar ou pour le droit des irlandais contre l'Angleterre, non pas parce qu'il considérait la lutte de libération nationale comme principale, mais parce que c'était un progrès, une lutte contre deux puissances dominantes, colonialistes et capitalistes (le plus développé pour l'Angleterre, retardataire pour la Russie).
Lénine tout en défendant le principe d'autodétermination combattit les tendances nationalistes (Bund, austro-marxisme) et il précisa que le Parti Communiste même embryonnaire devait conserver son indépendance vis du mouvement de libération nationale, qu'il devait appuyer le mouvement national révolutionnaire dans ses aspects révolutionnaires et combattre ses aspects réactionnaires (la politique des nationalistes, des réactionnaires, des mollahs, des propriétaires fonciers). Mao Zedong a systématisé et montré dans la pratique que la lutte dirigée par le Parti Communiste à la tête du front, permettait la révolution démocratique et une fois le pouvoir pris dans tout le pays le passage sans interruption à la révolution socialiste. Sinon comme l'avait prédit Lénine et cela s'est vu pour tous les autres mouvements de libération, une fois pris le pouvoir alors la bourgeoisie nationale passe un compromis avec l'impérialisme et se retourne contre son propre peuple.
Le peuple palestinien est un peuple opprimé, spolié par le sionisme-impérialiste secondaire, pion de l'impérialisme américain dans la région. La direction de l'OLP a abandonné le principe d'une Palestine démocratique unissant dans le même pays, croyants de différentes confessions (musulmans, juifs et chrétiens), sombrant dans les illusions pacifistes et écoutant les promesses mensongères d'Israël, ces actions provocatrices d'implantation de colonies dans les territoires occupés, le mitage de l'Etat palestinien.
Aujourd'hui le peuple palestinien se trouve dans la situation décrit par Lénine, faute d'un parti communiste, le parti se nommant ainsi est un parti révisionniste qui préconise les pourparlers de paix alors que la politique menée par Israël montre que cette voie est impraticable. Aussi comme la nature a horreur du vide celui est comblé par d'autres forces.. Après la trahison révisionniste, partout où le mouvement communiste ne s'est pas réorganisé alors les mouvements nationalistes ont comblé ce vide. Mais nous avons vu que toutes les luttes de libération nationales ont dégénéré partout, justement parce que dans le front le parti ne développait pas une ligne conséquente et du coup ne pouvait gagner l'hégémonie dans le front. Dans le front bien sûr les gens qui le composent peuvent être de différentes classes sauf celles qui collaborent avec l'impérialisme, de différentes confessions ou origines. Ce qui compte c'est la direction, l'objectif. Dans le cas du Népal, c'est le Parti qui dirige la guerre populaire. Pourtant dans ce pays le bouddhisme, l'indouisme sont très présents, les croyances et mêmes les minorités nationales sont admises dans le front mais le programme est celui de la démocratie populaire, les femmes sont combattantes à part entière, dans plusieurs zones a été proclamée et mis en place la République démocratique populaire. Aujourd'hui en Palestine, les communistes doivent édifier leur parti maoïste, personne ne pourra le faire à leur place, appuyer la lutte armée du peuple palestinien contre l'occupant sioniste, appelé les peuples qui vivent en Palestine quelque que soit leurs origines à la lutte pour la libération de toute la Palestine. Peu à peu ils pourront faire progresser en théorie et en pratique l'idée de la guerre populaire prolongée parmi le peuple afin de mener jusqu'au bout la lutte de libération nationale.
Les communistes (maoïstes) du monde entier soutiennent et doivent soutenir la lutte du peuple palestinien sur le plan matériel, apporter un soutien internationaliste, en faisant connaître les guerres populaires que mènent le Parti Communiste du Pérou et du Népal.

LA LIQUIDATION PROGRAMMEE DE LA PAYSANNERIE LABORIEUSE

1) DE LA FIN DU XVIII EME A CELLE DU XIX EME.

La réforme agraire de la Révolution française, n'a pas consisté à remettre la terre aux paysans gratuitement, mais a procédé à la vente de la propriété foncière de l'Eglise et de la noblesse. Ce qui pouvait être considéré comme un progrès. Le servage avait déjà été aboli et transformé en salariat agricole (valets de ferme), en métayage (remise d'une partie de la récolte) ou en fermage (location payable en nature ou en argent basé sur le prix du quintal de blé. Il s'agissait donc de faire passer la terre du statut locatif à celui de propriété privée. Le problème qui se posa c'est que celui qui avait de l'argent, qui était déjà fermier, pu acheter de la terre, celui qui avait peu (le métayer) ou pas (le valet), ne purent obtenir de la terre qu'en s'endettant pour une toute petite parcelle. Aussi rapidement les gros et moyens propriétaires rachetèrent pour rien les terres des plus petits, qui redevinrent valets, ouvriers agricoles, ou allèrent chercher du travail dans en ville, dans l'industrie naissante. Ainsi de la fin du XVIII ème siècle à celle du XX ème, la paysannerie passa de 80% à 50% de la population. Pendant la 1ère guerre mondiale la paysannerie paiera un lourd tribu sur les champs de bataille, après la guerre sa liquidation se poursuivra.

AU XX EME SIECLE

Après la 2ème guerre mondiale la liquidation va s'accélérer.
Le nombre d'agriculteurs exploitants a été divisé par 10 entre 1945 et aujourd'hui
Après la guerre, le nombre des agriculteurs exploitants était de 6,5 millions. Le remembrement des terres et la mise en route de la mécanisation ont fait disparaître 2,5 millions d'exploitations. En 1954 il y avait 4 millions d'exploitation. De 1954 à 1962 le nombre d'exploitation va diminuer d'1 million La politique agricole commune (PAC) en 1962 va poursuivre le processus. De 1962 à 1972, le nombre va passer de 3 millions à 2 millions, dix ans après, il n'y aura plus qu'1,5 million exploitations, 671.000 aujourd'hui.

LES MOYENS MIS EN ŒUVRE POUR LIQUIDER LA PAYSANNERIE.

Le premier moyen a été le remembrement qui n'était une mauvaise chose en soi. Il s'agissait de regrouper des parcelles dispersées, des terrains enclavés, pour faciliter le travail. Il s'agissait aussi de développer la mécanisation, d'utiliser les semences sélectionnées par les firmes comme Clause, d'utiliser plus d'engrais de pesticides, de sélectionner les races les plus performantes. Les petits paysans ayant peu de terres, seront vite éliminés, d'autant plus que faute de moyens suffisants, ils ne pourront mécaniser leur exploitation ou bien s'endetteront tellement au Crédit Agricole qu'ils seront ruinés, contraints d'abandonner la terre et devenir prolétaires. La PAC va renforcer les contraintes, le paysan ne va plus pouvoir s'en sortir sans aides de l'Etat, car il faut vendre souvent à perte pour exporter en face des USA, qui eux sont très mécanisés et ont déjà éliminé l'essentiel des paysans après la crise de 1929. Les contrats d'intégration de type Sanders vont faire dépendre le paysan dans le domaine de l'élevage (produits vétérinaires, soja imposé par les accords commerciaux internationaux, aujourd'hui dans le cadre de l'OMC, farines animales dont ont connaît les effets aujourd'hui.

De même pour les fertilisants et les pesticides qui employés massivement sous la pression du marché vont provoquer pollution et nuisances.

UNE POLITIQUE A CARACTERE FASCISTE POUR LIQUIDER LE PETIT ET MOYEN PAYSAN, ENRICHIR LES MULTINATIONALES, LES BANQUES ET LES PAYSANS RICHES.

L'épidémie de la vache folle, vient à propos pour liquider la moitié des paysans qui restent. L'épidémie menace d'autres espèces et pourtant les sociétés agroalimentaires ont l'accord des gouvernements de gauche ou de droite en Europe et ailleurs pour les produire, pour nourrir les porcs, caprins, ovins, volailles et poissons.
Les abattages systématiques qui auraient pu être évités si les ventes de farines animales avaient été stoppées à temps, se poursuivent touchant aujourd'hui les porcs.

L'ABOMINATION

Ces abattages massifs de moutons ne sont pas l'application du principe de précaution. Il suffit pour s'en convaincre de voir ce qui se passe pour la fièvre aphteuse, des milliers de bêtes sont brûlées alors que le gouvernement refuse de faire vacciner sous prétexte que le coût serait trop élevé (2 fois 150 frs.). Combien coûtera l'indemnisation d'un mouton, sûrement plus. Cette politique est voulue et sert les plans du capital pour liquider un tiers au moins des paysans restant dans le cadre des restructurations de l'agriculture. Pour liquider les paysans aujourd'hui on liquide les animaux, c'est un pas de plus dans la fascisation. Les paysans qui respectent le travail sont écœurés et la colère gronde.
Quand nous parlons de fascisation, de méthode fascisantes, c'est que ces méthodes sont utilisées pour éliminer des exploitations pour le profit alors que les solutions existent. Ces méthodes sont à mettre en parallèle avec la politique des firmes pharmaceutiques prises dans la logique du profit et qui n'hésitent pas à sacrifier des dizaines de millions d'Africains non pas en les brûlant (ils n'osent pas encore), mais en les laissant mourir du SIDA, alors qu'il est possible avec les tri-thérapies de faire reculer la maladie.
Les gouvernements non seulement ne veulent pas ordonner aux multinationales de baisser les prix ou céder leurs licences. Ils condamnent irrémédiablement ces malades à la mort et prennent le risque de l'extension de la maladie. N'est-ce pas déjà dans les deux cas, la mort programmée. N'est-ce pas sous des formes pernicieuses et sous le couvert de l'impuissance (ce qui est faux), de la passivité organisée pour un but précis, un massacre organisé. En fin de compte n'est pas l'amorce du fascisme.

OU IL Y A OPPRESSION, IL Y A RESISTANCE !.

Nos amis petits et moyens paysans prennent conscience devant cette politique criminelle, qu'il n'y a pas d'issue pour eux dans le capitalisme, que s'ils veulent se maintenir au pays, produire du bon, être fier de leur production. Il faut alors en finir avec ce système.

Correspondance : Gisèle BRISSAUD (sans mention) – Poste Restante Paris Denfert-Rochereau – 15 bis av. Du Général Leclerc – 75014 Paris
e-mail : drapeaurouge@yahoo.fr

Nous publierons dans notre prochain numéro un texte sur la lutte que mène le PARTI COMMUNISTE maoïste (Italie) contre l'opportunisme numéro étant bouclé quand nous l'avons reçu. Nous l'avons traduit, vous pouvez nous le commander (5 fr. en timbres)

Imp.spé